le monde libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

LES RICHES S'EMPIFFRENT LES RETRAITÉS TRINQUENT

M 02137 - 1510 - F: 2,00 €

2 €

ISSN 0026-9433

« Les mouvements totalitaires sont des organisations massives d'individus atomisés et isolés. »

Hannah Arendt

hebdo n° 1510
du 27 mars au 2 avril 2008

Sommaire

Retraites et clivages confédéraux, par Loulou Barbesois, page 4

Sommermeyer fait son compte aux **municipales** et à leur légitimité, page 5

Les **luttes** en brêves, page 6

L'Peinard et les **biffins,** page 7

Le nid de **l'ostrusce,** page 7

Notre société dans toute son **horreur,** par J. M. Bongiraud, page 8

Mourir, où, quand, et si je veux !, par F. Sébastianoff, page 9

Caen, la mauvaise herbe **squatte** toujours, page 11

En catégorie welter : **non-violence** contre nazisme, d'A. Bernard et P. Sommermeyer, page 12

Terreur en toute impunité sur le **Toit du monde,** par J. J. Gandini, page 14

Raoul Boulard revient sur les manipulations de **l'administration Bush,** page 15

L'Amérique du Sud de Chavez en Uribe, par M. Martin, page 17

L'histoire des **sans-papiers** illustrée par Mpi Atello, présentée par H. Lenoir, page 18

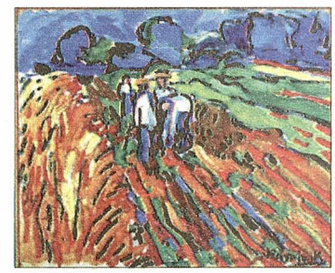
Heike Hurst nous cause de la 30e édition du **Cinéma du Réel,** page 18

Vlaminck, un des grands «Fauves», par Y. Guignat, page 19

Le *Monde libertaire* remet le couvert pour **mai 68,** page 21

La belle et rebelle **Radio libertaire,** page 22

Votre **agenda,** page 23



Bulletin d'abonnement

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 nos	◯ 20 €	◯ 27 €
6 mois, 25 nos	◯ 38 €	◯ 46 €
1 an, 45 nos	◯ 61 €	◯ 77 €

Abonnement de soutien

1 an, 45 nos ◯ **76 €**

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine . Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP.

Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Editorial

Ils veulent notre peau alors ripostons

Quarante années après mai 1968, on vit toujours une époque formidable... Mais, tristement bien sûr, dans le même sens. Après qu'à l'UIMM (anciennement Maîtres des forges, c'était plus clair) la cheftaine du Medef avait découvert que le roi était nu, une nouvelle botte secrète a été trouvée.

Comme les pouvoirs publics font de la géopolitique bas de gamme (rééquilibrage, combien de grammes?) le syndicat unique du patronat fait dans la realpolitik. Pour présider l'UIMM (Union des industries et métiers de la métallurgie, 20 % des cotisations du Medef), elles et ils ont trouvé un homme de « gauche ».

Pas vraiment, mais quand même, Frédéric Saint-Geours a fréquenté du beau monde. Énarque, mais conseiller de Maurois, « dircab » de Fabius, Henri Emmanuelli... De là à surfer sur la vague rose il y a une brasse, mais quand même. C'est la sémillante Laurence qui doit jubiler en son for intérieur.

Pour relancer les réformes comme le préconise tout un aréopage, y'a du monde ! Va savoir si, dans les continuateurs détournés de la SFIO, y'en a pas qui voudraient montrer qu'ils peuvent aussi mettre la main à la pâte...

C'est toujours le même problème, faut-il gérer les régulations du marché ou œuvrer pour un autre futur? Gagner des élections c'est mettre le doigt dans l'engrenage et consolider l'ordre existant. Tant d'efforts pour un tel constat devrait faire réfléchir les partisanes et partisans des élections. Mais, encore une fois, les illusions perdurent.

Sinon pour le Tibet, ça ne se bouscule pas trop au portillon pour boycotter les JO de Pékin. Utilité, répercussions politiques... à combien de morts se décide-t-on?

Remettons-en une louche sur les retraites. L'augmentation du nombre d'années de cotisations pour les retraites met encore le doigt où ça fait mal.

Les inégalités homme-femme au travail se révèlent dans toute leur crudité. En leur grande majorité, les femmes cotisent moins que les hommes dans leur carrière. L'avenir n'est pas rose pour l'autre moitié du ciel.

Jean-Pierre Levaray

ILS VEULENT NOTRE PEAU, c'est clair. Ils[1] veulent nous voir bosser jusqu'à ce que mort s'en suive. Ils trouvent qu'on n'en fait jamais assez et, pire, qu'on pourrait en faire plus. Surtout au prix où ils nous paient. On doit être tellement nuls que les seules choses qu'on a à vendre ce sont notre temps et notre force de travail, alors qu'eux se piquent de savoir ce qui est bon pour nous. Ils pensent que nous sommes la racaille, de celle qui veut piquer leur fric aux possédants et à leurs valets, tout en n'en faisant que le minimum. D'ailleurs, c'est bien simple, ils ne seraient pas là, à nous offrir du travail, qu'on en serait encore au Moyen Âge, voire pire.

Ils nous disent qu'il faut réhabiliter la « valeur travail », ou qu'on doit « travailler plus pour gagner plus ». Des propos de patrons en guerre de classe contre « leurs » ouvriers, leurs prolos, leurs salariés : ceux et celles qu'ils maintiennent en asservissement pour engranger toujours plus de bénéfices.

Ils veulent qu'on travaille plus, non pas pour qu'on gagne plus (le peu qu'on réussirait à obtenir partirait aussitôt dans des biens de consommation pour nous consoler de ce temps perdu). Ce n'est pas pour qu'on gagne plus, non, c'est surtout pour qu'on pense moins. C'est cela l'aliénation. Leur rêve c'est seulement qu'on bosse et qu'on consomme, pour faire vivre le système. Et quand on entend cette bourrique de Christine Lagarde déclarer que nous serions atteints d'un mal insidieux, « ce préjugé aristocratique qui fait considérer le travail comme une aliénation au lieu d'y voir un moyen d'émancipation essentiel à l'homme pour mener une vie équilibrée », on a envie de trimbaler sa tête au bout d'une pique quand la révolution viendra (si tant est que...). Elle avait déjà manifesté sa bêtise en disant que si l'essence était trop chère il fallait prendre des vélos. Quand on sait que le « boulot » de tous ces ministres, qui déclarent à qui mieux mieux qu'ils travaillent sans arrêt, consiste en réunions, palabres, parades et distributions des tâches à des fonctionnaires, ça n'a pas grand-chose à voir avec le travail d'une caissière de chez Carrefour ou d'un type qui s'use sur un chantier de chez Bouygues.

Travailler tue

Pourtant, même si le côté aliénant du travail n'est toujours pas mis en avant, ça commence à se savoir que le travail nuit gravement à la santé. Les victimes sont nombreuses et les rapports de médecins et inspecteurs du travail paraissent de plus en plus régulièrement. Ça a commencé avec l'amiante (difficile à cacher vu le nombre de malades et de morts) et maintenant on va jusqu'à parler de l'incidence du travail posté sur les cancers et sur la longévité. Si les accidents du travail semblent toujours être dans l'ordre des choses puisqu'il n'en est toujours pas vraiment question (quand même 1,4 million recensés par an, dont la moitié avec arrêt de travail), il n'en est pas de même avec les suicides et le stress. Les derniers cas de suicides chez Renault ou dans les banques, par leurs nombres mais aussi parce qu'ils touchaient des techniciens et des cadres, ont juste mis le doigt sur un phénomène qui existe depuis longtemps dans les entreprises (il y a 400 suicides au travail en France par an).

Ces suicides ne sont que la forme la plus extrême d'un phénomène général de détresse au travail. Une intériorisation de

la pression exercée par la hiérarchie, par le rythme de travail, par l'individualisation, par le décloisonnement ou par les contraintes dites du marché. Ces suicides, et par là même ce stress, sont également le signe d'une impossibilité à trouver des réponses collectives face aux conditions de travail. Parce que, se retrouver ensemble devant un patron pour lui dire merde, c'est franchement destressant, croyez-moi.

Un rapport sur les risques psychosociaux au travail, commandité à la suite de la vague de suicides en entreprise, vient d'être remis à Xavier Bertrand, ministre du Travail. Bien sûr, c'est uniquement parce que le stress a un coût pour les entreprises, pour la sécu... ce n'est pas pour améliorer la situation des salariés.... Le rapport est accablant. Pour autant, on sait bien que les solutions préconisées seront des mesures d'aménagement : cours de yoga sur le temps de travail, mobilier et environnement zen, j'en passe et des meilleures. Il est évident que la course au rendement ne sera pas mise en cause, ni les pressions exercées sur les salariés, ni les intouchables contraintes économiques.

Et les retraites ?

Parce qu'ils nous attaquent sur tous les fronts du travails, ils ont plein de projets pour nous : refonte du Code du travail, attaque sur la formation professionnelle et les retraites. Parce que même quand on en aura fini avec le boulot, il faudra encore rendre des comptes.

Ça fait des années que les retraites sont « réformées » : Balladur avait pris des mesures contre les salariés du privé dès 1993. En 1996, cela a continué sur les retraites complémentaires. En 2003 contre les fonctionnaires et en 2007 contre les salariés bénéficiant des régimes spéciaux. Toutes ces mesures ont eu un point commun : augmenter le temps de cotisations et donc le nombre d'années de travail, mais aussi faire baisser le niveau des pensions par rapport aux salaires.

Et ce n'est pas fini. Le gouvernement prévoit d'augmenter encore la durée de cotisation dès le premier semestre 2008. Les gains d'espérance de vie devant être transformés en allongement de la durée de cotisation. Le Medef a d'ailleurs annoncé qu'il voulait porter le nombre d'années de travail à 45 ans.

Bien sûr, dans une société libertaire, où le travail serait partagé et librement choisi, peut-être qu'on ne rêverait pas obligatoirement de partir en retraite, pour enfin jouir de la vie, alors qu'on serait peut être trop vieux pour en profiter à fond, mais on n'en est pas là.

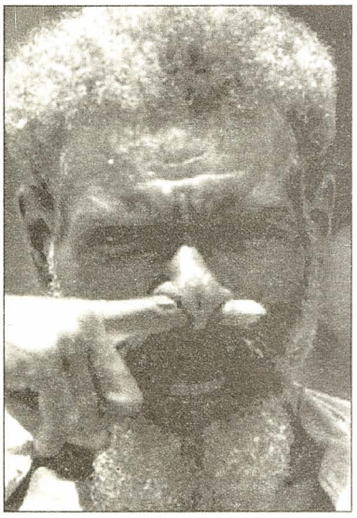
Aujourd'hui, il s'agit encore d'une attaque grave contre les salariés. Une véritable régression sociale. Le gouvernement et le Medef essaient de nous faire croire qu'il n'est plus possible de financer nos retraites. Il suffirait de baisser les dividendes versés aux actionnaires ou d'augmenter les cotisations patronales qui ont été bien baissées, pour que tout redevienne *clean*. D'autant que les profits des entreprises explosent.

Pour faire face, une journée d'action est appelée pour ce samedi 29 mars, avec des manifestations unitaires dans toute la France. Face à toutes ces dernières attaques, les syndicats ne pouvaient pas faire moins. Par contre, on peut se poser des questions sur le caractère offensif d'une telle journée d'action, ces manifs se déroulant un samedi, sans grève et sans paralysie de l'économie. Bon, disons que c'est pour permettre à des salariés de petites boîtes, ne pouvant pas se mettre en grève, de participer. OK, on le prend comme ça. On ne dit rien sur les syndicats, habitués des salons ministériaux qui préfèrent parlementer que lutter. Mais nous savons que cette journée, aussi forte soit-elle, ne suffira pas : il faut faire en sorte que ce 29 mars ne soit que le point de départ d'un processus de mobilisation plus important, beaucoup plus important. C'est aux salariés et aux manifestants de s'en donner les forces et les moyens.

J.-P. L.

1. Bien sûr, par « ils » je parle de nos patrons, de leurs représentants et de leurs laquais gouvernementaux.

Les articulations des retraités



Samedi 29 mars, on remet le couvert. Dans toute la France celles et ceux qui ont quitté la vie dite active sont invités à vérifier l'état de leurs genoux. C'est que des échéances pour la revalorisation des retraites approchent. Il faut passer par des négociations avec l'organisation patronale, le Medef, puisque les entreprises, là où est le rapport de force, c'est du passé. Bien que tout de même quelques idées fleurissent ça et là. Oh, ce n'est pas la prise au tas, mais comme le dit une déclaration CGT/FSU, une « taxation des revenus financiers des entreprises. » Taper dans les caisses du capital... Mais il faudrait dépasser les effets d'annonce. Renchérissant, Bercy (en fait le ministère de l'Économie où se niche l'Observatoire des prix et des marges) nous annonce sur une année, 4,9 % de hausse. Au vu des augmentations diverses proposées au monde du travail, on voit que le compte n'y est pas.

On devrait donc avoir des banderoles unitaires dans les manifestations et rassemblements divers. Quand on se promène sur Internet on voit même que le monde des retraités peut avoir un poids dans les revendications de la vie quotidienne. Dans le Nord, en métropole lilloise, l'UCR-CGT (Union confédérale des retraités CGT) a obtenu pour 16000 retraités une carte (dite dorée) pour la gratuité des transports. Pour toutes et tous des autres confédérations aussi ? Normalement, oui !*

D'ailleurs, quand on a milité toute sa vie dans un syndicat (celui-ci ou un autre), doit-on rester dans la section retraités de ce dernier ou verser sa cotisation à une structure qui dépasse les clivages professionnels ? Pour les diverses confédérations, cela se résume souvent à éliminer ce qui reste d'opposition à la ligne syndicale majoritaire. Moutons noirs et fantômes de l'anarchosyncalisme dilués dans la masse des béni-oui-oui et tout le monde au même pas !

Alors le 29, on fera gaffe aux pièges divers, courroies de transmission et marchepieds, tout faisant attention à ses articulations... L'unité, certes, mais pas en passant à la trappe le passé et en servant de troupes à celles et ceux qui ne pensent qu'à aménager ce qui existe sans rien vouloir changer.

Loulou Barbesois

1. Sur le même site, on apprend que 300 adhérents de la CFDT Métallurgie de l'Hérault ont rejoint la CGT. Parmi eux, 34 retraités. Ah bon ?

Municipales,

faisons les comptes.

« Je viens d'être élu avec plus de cinquante pour cent des voix. Mon adversaire est dans les choux. Je me pavane devant caméras et micros en rappelant à quel point nous avons lutté pour conserver ou conquérir ce nouveau mandat de maire. Je ne voudrais surtout pas que l'on dise que j'ai gagné parce que les autres ont perdu. Je ne dois ma victoire qu'à la seule force du poignet. Il a bien fallu absorber ou écraser quelques concurrents entre deux tours, mais je n'ai fait qu'appliquer le code électoral. Personne ne reproche à quiconque de doubler sur la gauche une voiture qui tourne à droite ou de doubler à droite une voiture qui patine sur la voie de gauche. Ce qui importe c'est que j'ai gagné, je suis devenu le maire de tous et j'entend bien le montrer et faire ce pour quoi on m'a élu. »

Il n'est pas nécessaire d'avoir beaucoup de mémoire pour se souvenir de ce genre de discours prononcé à bien d'autres occasions. Ce qui est intéressant c'est de se pencher sur les chiffres. Je vais utiliser ceux de la ville où j'habite, Strasbourg. La gauche, en la personne de Roland Ries a emporté la mairie. Je dois avouer que je ne suis pas mécontent d'en avoir fini avec le règne autocratique et coléreux du tandem que constituaient les ex-maire et maire délégué, particularité locale. En fait la campagne de gauche s'est faite essentiellement sur la dénonciation de l'autocratisme hystérique de l'équipe en place.

Mais considérons les chiffres. Le PS l'emporte avec 58 % des voix. Victoire incontestable, passons donc au décompte. Il y a, à Strasbourg, 138792 inscrits. La liste socialo-verte a remporté 44935 voix. Cela donne en pourcentage réel 30 % des voix. Ce qui fait quand même un peu loin de la majorité des inscrits. Si on additionne les abstentions (61760) et les votes nuls ou blancs (1845) on atteint 63605 électeurs qui n'ont donné leur voix à personne. Cela fait bien plus que ce que le gagnant a récolté. Près de cinquante pour cent de la population n'aurait donc pas pris part à la décision. Si ce nombre semble exact légalement parlant, il est, et on le sait, bien faux d'un point de vue démographique. Strasbourg comptait 272700 habitants en 2005 selon l'INSEE. Toujours selon cet institut, le nombre d'individus ayant moins de 19 ans est équivalent à 25 pour cent de la population. Si nous considérons arbitrairement ces jeunes* comme n'ayant pas le droit de s'inscrire il reste 204525 personnes en âge de voter vivant à Strasbourg. On est donc face à un différentiel de 65733 personnes qui soit n'ont pas le droit de vote soit ne se sont pas inscrites. Si l'on additionne ces non-inscrits aux abstentionnistes on s'aperçoit que les votes remportés victorieusement par la liste socialiste, mais cela pourrait être n'importe quelle autre liste, correspondent à 22 % de la population en âge de voter. Nous ne pouvons pas nous arrêter en si bon chemin. Voyons donc maintenant le rapport entre le nombre des élus et celui des votants. La liste PS a remporté, toujours à Strasbourg, 52 sièges. Une simple division nous montre qu'un élu socialo-vert représente 864 voix, un élu de droite, dans le cas qui nous intéresse représente 2469 électeurs. Dans le cas où toute la population en âge de voter se serait exprimée et serait représentée proportionnellement : il y aurait un représentant pour 3146 personnes. On est loin du compte en ce qui concerne les « vainqueurs ». C'est donc cela que l'on appelle la démocratie représentative.

Ces données sont systématiquement passées sous silence. Elles sont effectivement gênantes. On ne peut plus crier victoire ! On ne peut plus faire cocorico ! De ce calcul tout simple découlent au moins deux conclusions. La première est que toute une partie de la population d'une ville n'a pas les possibilités institutionnelles de donner son avis. Elle vit et travaille là, elle paie ses impôts sous une forme ou une autre, directs, locaux, TVA, elle utilise peu ou prou les moyens de se déplacer, comme les possibilités de se distraire, en fait elle vit tout simplement, et au moins la moitié d'entre elle a le droit de se taire. L'autre conclusion à laquelle on est forcé d'arriver est que la partie muette ne pouvant avancer une quelconque revendication peut être porteuse des difficultés sociales que l'administration municipale forte de sa « légitimité » va rencontrer au cours de l'exercice de son mandat. La décentralisation locale sous forme de mairies de quartier ne change rien à l'affaire. Ces mairies ne peuvent être qu'un lieu de rassemblement de gens plus ou moins impliqués dans la vie de quartier et qui « s'occuperont » de ces gens qui n'ont pas eu l'occasion de s'exprimer, nouvelle forme caritative laïque.

Pour eux comme pour les autres, il s'agit de donner sa voix et de laisser faire.

Pierre Sommermeyer

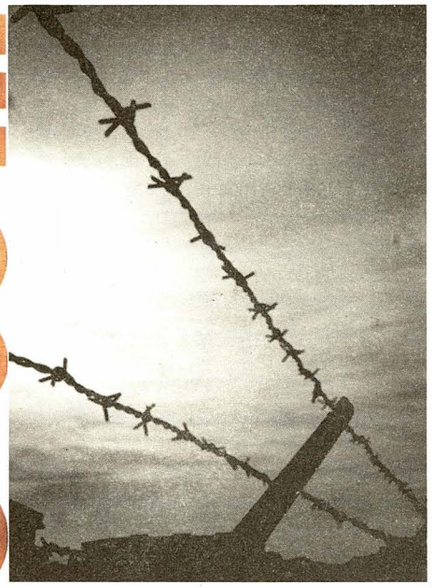
---

*. Il faudrait y ajouter les jeunes entre 18 et 19 ans de l'évaluation précédente, mais ces chiffres ne sont pas disponibles sur le site de l'INSEE, allez savoir pourquoi.

Brèves de combat

Nouveau centre social autogéré à Caen

Le collectif « Le Pavillon Noir », composé d'étudiants, de chômeurs, de sans-logis et de salariés vous annonce l'ouverture d'un nouveau centre social autogéré à Caen dans un bâtiment vide, inoccupé depuis longtemps, ouvert, laissé à l'abandon, donc inexpulsable sans procédure légale devant le TGI de Caen. Longue vie au lieu sis, au n° 10 boulevard Poincaré.
http://caen.squat.net!



Droit de circuler!

Selon le groupe de travail de l'ONU sur la détention arbitraire: « Les immigrés clandestins sont de plus en plus fréquemment jetés en prison, dans les pays du Nord comme dans ceux du Sud, alors qu'ils n'ont commis aucun crime. Une tendance inquiétante »...

Bilan

Le groupe la Sociale de la Fédération anarchiste organisait le 4 mars 2008 une réunion publique sur le thème « Gérons la ville nous-mêmes ». La soirée commença par la projection du film *Spezano albanese*, paru aux éditions du Monde libertaire, qui raconte les expériences autogestionnaires récentes dans un village italien, suivi d'une intervention politique sur l'actualité des élections municipales et leur incapacité à changer fondamentalement le système capitaliste. Cette réunion fut suivie d'un débat avec la salle, une expérience à mutualiser.

Franchises et mensonges

Bachelot interrogée sur France 2 le soir des municipales a prétendu que 15 millions de Français étaient exonérés des franchises médicales, soit x% de la population. Act-Up Paris demande d'où sort ce chiffre et rappelle que: « Les personnes reconnues en affection de longue durée (ALD, dont cancers, mucoviscidose, sclérose en plaques, maladie d'Alzheimer, sida, etc.), n'en sont pas exonérées. Les personnes les plus malades sont donc condamnées à payer pour leurs soins. Et Bachelot continue à défendre un impôt injuste sur l'état de santé ».

Le créationnisme soumis à la question

À l'heure où la laïcité est remise en question en France et où les questions religieuses prennent une place de plus en plus importante dans des débats politiques aux États-Unis, nous assistons à une vague de tentatives d'immixtion du religieux dans les domaines scientifiques. Ainsi, des élus de haut niveau (les ministres de l'éducation polonais, italien, serbe, hollandais, le président ultra-catholique du Conseil de l'Europe) militent pour que le créationnisme soit enseigné à l'école, considérant cette hypothèse comme scientifiquement équivalente à la théorie darwinienne. Ils évoquent l'abandon du « dogme de l'évolution » et l'introduction dans la recherche de la notion du divin.

En prison à 16 mois

Bemenga Bekay et son fils Mickaël, âgé de 16 mois, ont été enfermés dans le centre de rétention de Rennes, le 11 février. Après dix-sept jours de réclusion, ils ont finalement été relâchés le 28 février grâce à une très forte mobilisation des associations et du personnel politique. Cette jeune femme de 37 ans, originaire du Congo, assignée à résidence, comparaîtra le 17 avril devant le tribunal correctionnel de Rennes après son refus d'extraction de cellule.

Bravo!

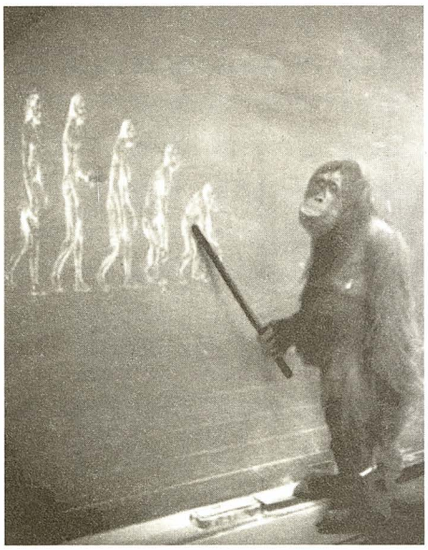
Une militante d'Act-Up Toulouse est alertée par la Cimade de Perpignan sur le cas d'un Sénégalais homo en centre de rétention dont la demande d'asile avait été refusée par l'OFPRA. L'avion décolle pour Dakar transportant le sans-papiers, mais grâce à l'intervention d'AUP Toulouse auprès du M3I, il a été bloqué à Orly où le sans-papiers a été accueilli par la Cimade, avec une garantie de soutien dans sa demande de régularisation, au regard de la situation concernant les homosexuels au Sénégal.

Créationnisme (suite)

Le prosélytisme religieux s'invite dans les bibliothèques des lycées. De beaux et volumineux manuels envoyés gratuitement aux responsables d'établissements scolaires. Dernier exemple en date, "Homme et femme, Il les créa". Ce livre, dont le titre rend hommage à un ouvrage de Jean-Paul II, s'élève contre « la propagande pour le mariage et l'adoption homosexuels ». Parmi les auteurs: un certain Christian Vanneste, député du Nord, ex UMP, exclu de son parti et condamné en justice pour avoir tenu des propos homophobes.

Morano « la murène » à la famille

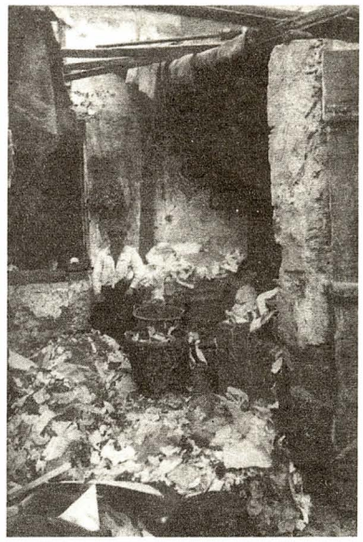
Quelques perles de la nouvelle secrétaire d'État à la Famille. Contre un Sénégalais vivant en France pendant les législatives: « Vous avez une culture? ... des règles? Des lois? Un bien-vivre ensemble? ». Et de commenter: « Ils ont des logements à vivre à 15, des polygames, et tout! Le Kärsher? On sait très bien ce que ça veut dire, le mot Kärsher... Vous croyez qu'on va prendre la pelle et la balayette? Non, il y a des situations où il faut des mesures RADICALES! ». Ça promet! Christine Boutin, à côté: une dangereuse libertaire mondialiste gauchiste.



Pas de liste à Chèvreville

La petite commune de la Manche va boycotter les élections pour protester contre la future THT. Cette tranquille commune du Sud Manche a décidé de ne pas élire de maire aux municipales. Rien ne va plus à Chèvreville dans la canton de Saint-Hilaire-du-Harcouët! Cette commune du Sud Manche compte 200 habitants qui refusent en bloc qu'une ligne Très Haute Tension de 400 000 volts (THT) leur passe au-dessus de la tête. Les prochaines municipales seront un bon moyen de se faire entendre!

Les biffins d'la porte Montmartre font du chabanais



NOM DE DIEU, V'LÀ QU'LES BIFFINS d'la porte Montmartre mettent les pieds dans le plats et sonnent l'appel à la Révolte. Mais qu'est ça donc qu'un biffins? Ben ouais, l'gâs d'la province i sait pas forcément. D'aucuns connaissent ce vocable pour désigner le troufion, le fantassin de la guerre 14. Mais v'là la définition qui nous intéresse. Queuk'dit donc le dico Argot fin de siècle de Virmaître (1894). Le biffin c'est le chiffonnier. Ainsi dénommé par le peuple à cause de son crochet qui lui sert à deux fins: à se défendre et à travailler. Depuis 1848 on dit d'un chiffonnier qu'il est membre du comité de recherches. Allusion à ce qu'il fouille dans les tas d'ordures pour y trouver sa vie. Et cheux mei les pélots dans la cambrousse normande on dit itou: i trache sa vie, baillez dix Francs au p'tit trachous d'pain. Quanqu'j'ai appris st'histoire, mon sang n'a fait qu'un tour et j'avais souvenance d'un coup d'un seul d'mon aïeul, mon tayon le père Marcel né natif du 18e en 1909. Un endroit où à cqu'on dit dans la famille, l'arrière grand mère Marie Ange (ça n's'invente pas) aurait t'nu une épicerie. Pour sûr que l'jeune Marcel a dû les croiser les biffins. Et ça vient sûrement d'là sa manie de tout conserver de son logis d'place Laënnec à Caen. Sans parler des cent métiers qu'il a pratiqué le bon bougre. Bon ch'uis là pour conter ma vie. V'là le maile que j'ai enveyé aux biffins. Salut les zigues et les ziguesses de Pantruche, z'avez ben raison d'faire le chabanais. Les ceusses qui vous envoient les condés, c'est des putains d'bouffes galettes socialos et leur garde chiourme, l'ancien d'la rousse le Vaillant. Fait pas honneur à son patronyme, le vachard! Mais méfiez itou des siens qui vous récupèrent juste pour les cipales, genre modem et tout l'bastringue. Et pis l'biffins est-i pas le cousin un brin des Communeux quèuque part? J'espère qu'vous aurez gain d'cause, putain d'siècle faut core crocheter et fouillasser les ordures d'la Haute, pour tomber dans la dèche et filer la comète. Est-i pas beau l'progrès? Alors les zigues d'attaquent s'sont mis dans la caboche, d'monter une asso: Association sauve qui peut dont le but est de mettre en place un marché social de la récupération et également de préserver les biffins qui sont à l'origine des puces de Saint-Ouen. Pensez si ces gâs là s'mettent à causer marché, y'a forcément des mauvais intentionnés libéraux qui voudront happer l'affaire. Et c'est-i qu'les socialos cipaux du 18e auraient sous le coude quelques camarades dans le bizness d'la récup'? D'où l'envoie d'la Rousse, pour leur laisser les coudées franches! Ca m'rappelle un soleil de Caen, encore un pauv' bougre de la D'mi Lune, qui récupérait les vieux cartons et se les faisait payer trois francs six sous! Maintenant st'affaire est dans l'escarcelle des industriels! En tout cas l'Peinard sait sortir de sa réserve et de son écritoire anarcho pour gueuler un bon coup et soutenir les biffins.

Ben l'Peinard

Mail: les-biffins-de-la-porte-montmartre@hotmail.fr. Il existe aussi le blog des biffins.

Quand l'autruche éternue. .

Ah, la rue

TIRANT TÊTE HORS DU TROU, qu'entend-je? **« Élu, je suis totalement serein, totalement élu! »** Ainsi s'exprime Paul Alduy, maire de Perpignan, dont la réélection ne baigna pas, pourtant, dans la sérénité, c'est le moins qu'on puisse dire. Après qu'un président de bureau se soit fait choper (par les flics!) avec des bulletins de vote dans les poches et même les chaussettes, de gros doutes de bourrage ternissent à outrance sa victoire. **« Une procuration a été établie au nom d'une personne dont la date de naissance est juin 2008 »**, s'étrangle Azmiel-Donat, candidate socialiste. Même pas encore né et déjà électeur... C'est pas une vie.

Une autre qui l'a mauvaise, c'est la Goueta, désormais ancienne maire de Colombes, la ville qui lui claqua le baigneur malgré la présence sur sa liste d'une certaine Rama Yade. Sur le site de Goueta on lit: **« La rue a parlé ce soir, et pas de la plus belle manière. »** Mon dieu, la rue? Mais c'est horrible! **« Souhaitons qu'elle ne prenne pas le pouvoir dans notre belle ville »**, précise le texte, modèle d'amertume et d'aigreur. Ah, la rue, cette engeance...

Cependant certains ne perdent pas le nord, vont jusqu'à afficher un optimisme béat. Selon Coppé, chef UMP à l'Assemblée, **« d'ici à 2010, on a toute latitude pour mener des réformes courageuses »**. Ça fait peur, hein, **« réformes courageuses »**... Par ailleurs, pourquoi 2010? Sarko aurait prévu de dissoudre l'Assemblée? Chiche, la dernière fois, c'était drôle.

Et le PS, me direz-vous, savoure-t-il comme il se doit la victoire en chantant? Que nenni, c'est chamaillerie. **« La vraie question, selon Gaétan Gorce, député, c'est de trouver les bases pour empêcher une offensive de Ségolène. »** Quant à Royal elle-même, elle prévient, dans un style particulier: **« attention, le climat se dégrade, c'est la baston. Mais si le climat se dégrade, ce ne sera pas de mon fait»**. C'est pas moi c'est ma sœur...

Laissons les pugilistes régler leurs comptes d'apothicaire, et intéressons-nous aux sportifs, nos amis les bêtes. Ça se gratte la tête dans les vestiaires, les JO de Pékin approchant et la répression au Tibet s'amplifiant, on feint de se poser la question du boycott. Ainsi Rougé, de la fédération française de judo, croit bon de rappeler que **« la première ouverture de la Chine vers l'extérieur, c'était grâce au tennis de table »**. L'Histoire, revisitée par les veaux en kimono, parfois ça peut être rigolo. Mais l'argument massue est asséné par Sérandour, président du comité olympique français: **« il faut que les jeux aient lieu parce que certains athlètes les préparent depuis huit ans. »** Dans une sorte d'éclair de lucidité fugace, le merlan ajoute: **« ça peut paraître égoïste. »** Pense-tu... Mais on a pas à trop s'inquiéter pour le Tibet, car, selon Bernard Laporte, secrétaire d'État aux sports, **« si, au bout d'un moment, ça va trop loin, l'Europe se réunira »**. Les dirigeants chinois en tremblent d'avance... Cependant, Laporte est battu par Nicolas Touzaint, un mec qui monte des juments, à qui revient la médaille d'or de la crétinerie crasse: **« je vais être franc: tout ce qui se passe en dehors de mon sport ne m'intéresse pas. Mon boulot, c'est de monter à cheval »** .Encore un dont on se dit qu'on n'aurait pas aimé l'avoir comme voisin de palier en 1943.

Frédo Ladrisse

. . c'est toute la jungle qui s'enrhume

Monstruosité

Les histoires entendues dans notre enfance, comme parfois des rêves dont on se souvient, nous hantent encore adultes. Ces récits, l'imaginaire est si prompt à se les réapproprier que la réalité en déborde! Plus ou moins violents, plus ou moins fantastiques, si souvent tendres, ces contes ont pour vocation, si je puis dire, d'alimenter l'esprit, de lui donner « conscience » de sa force, de sa propension à engendrer la pensée, d'attirer à elle la réalité, de la transformer, de la malaxer, tel qu'on le ferait pour une pâte ou un métal! Le réel est palpable, mais sans le soutien de l'imaginaire, il serait informe, sans consistance, absent de toute rugosité. Certes, il faut se confronter à cette réalité trop « rugueuse », qui nous échappe, mais elle est le fruit du mariage entre cette nourriture de l'esprit que sont les mots, matière concrète s'il en est! Sa mise en œuvre sociale d'un point de vue du rapport avec autrui engageant autant nos affects que notre corps et nos sens.

Les histoires, qui nous furent contées, étaient fréquemment hantées par des monstres, et ceux-ci avaient une réalité commune, un devoir commun, une vie commune: ils avaient un visage, une langue, une voix, un corps, certes hors normes, débordant de toute vérité, mais qui correspondaient ou entraient en symbiose avec notre imaginaire. À tout enfant, il est possible de se figurer la réalité du monstre. Son esprit lui donne corps. À ce titre, les meilleures histoires sont celles où la suggestion est la plus ouverte, si rare aujourd'hui! Mais cette suggestion est « bonne à entendre » parce qu'elle permet une réappropriation de la réalité; l'esprit crée, assemble, sculpte, forme le monstre tout en le déformant. Il devient humain.

Quelle monstruosité nous habite aujourd'hui? Ce XX-XXIe siècle est-il davantage monstrueux que ceux qui le précèdent? Si l'on se réfère aux guerres, aux exterminations, à tous les génocides de l'histoire, nous pourrions considérer que notre ère présente ne l'est pas davantage, certains peut-être diraient même que l'homme est devenu plus « humain »! C'est oublier toutes les tragédies récentes survenues aux quatre coins de la planète. Pour ma part, il me semble que nous engendrons aujourd'hui une monstruosité bien plus grande et plus terrifiante qu'avant, et ceci parce qu'elle met en danger toute l'humanité et non une partie. Plus de six milliards d'individus vivent sous ces menaces monstrueuses, qu'elles soient écologiques, nucléaires, industrielles, et elles ont toutes une seule origine (le profit) et une même conséquence (l'anéantissement planétaire). Le monde s'est rétréci car vivent sous ces menaces tant mon cousin chinois que mon frère africain ou mon jumeau des Amériques. Ces trois causes ont toutes le même terreau, celui du capitalisme dont les meneurs appartiennent au cercle politique, industriel et religieux.

La religion, quelle qu'elle soit, par son obscurantisme à rejeter toute rationalité humaine (maintien dans le péché ou la servitude, dans la croyance en un paradis artificiel...) et dont les dogmes sont si confus qu'il est facile à quelque dévot fanatique ou simplement soumis au même langage mensonger pendant des années de dévier l'évidence humaine de sa trajectoire, de tirer l'être vers le néant et l'insupportable. Il se refuse ainsi à voir dans cette création des dieux, la mise en perspective de l'imaginaire créant une autre réalité pour dominer sa peur de l'inconnu.

L'industriel sera lui aussi, qu'il soit financier, actionnaire, ou patron de société, un affabulateur du progrès, par le maintien d'un discours consensuel masquant ou éludant les conséquences liées aux dégradations causées par les productions insensées des différentes industries. Cette course au progrès est non pas dictée par un souci de réduire la misère, d'engendrer un monde plus égalitaire, mais bien au contraire de tirer profit du maximum de ce que la Terre peut offrir pour un nombre réduit d'individus. Enfin, le politicien n'est-il pas le bras armé de ces engeances en accomplissant non son devoir de responsable de la société, mais en validant sa soif de pouvoir par le cautionnement d'une politique destructrice. Son pouvoir, il ne le détient pas d'une majorité consentante, mais d'un malentendu électoral issu d'affabulations langagières, donnant l'impression d'un futur meilleur alors que le monde créé est le fruit d'un imaginaire abscons et pervers.

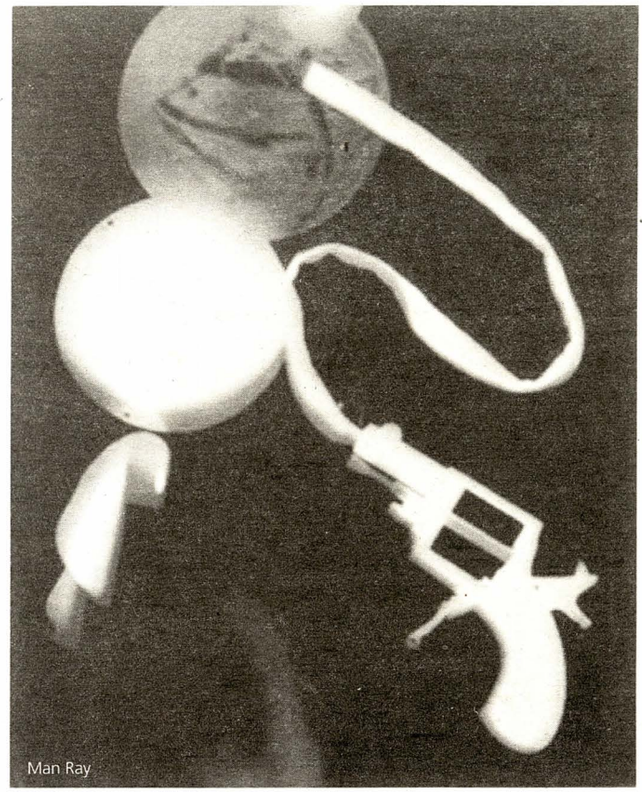
Ces trois bras destructeurs peuvent être nommés, identifiés, et pourtant le monde est devenu d'une telle complexité que tout échappe à chacun. La société est devenue une gigantesque pieuvre dont le cerveau s'est égaré en de multiples parties de l'animal. Il devient incontrôlable et incontrôlé. Mais ces bras veulent nous faire croire qu'ils gouvernent, qu'ils pensent, qu'ils réfléchissent, qu'ils agissent pour nous, pour notre bien, pour notre futur. Leur imaginaire nous hante mais nous en sommes les otages serviles et passifs. Ainsi la monstruosité n'est pas dans nos histoires d'enfant, dans ces livres qui nous prenaient le corps et l'esprit, mais dans cette réalité qui nous entoure et dont chaque jour un corps, un œil, un bras, une peau d'ici ou de là-bas en porte le témoignage et en fait l'amère expérience.

La nature n'engendre pas de monstre, car rien dans ce qu'elle nous révèle ne peut nous permettre de parler de monstruosité. Tout ce qui naît, tout ce qui est créé par la nature porte son empreinte, sa cohésion accidentelle mais infiniment organique. Le monstre fait donc partie de nous-mêmes et nous sommes les géniteurs de la monstruosité.

Jean-Michel Bongiraud

Mourir sans douleur

si je veux, quand je veux


Man Ray

Ce texte a été écrit quelques jours avant la mort de Chantal Sébire

François Sébastianoff

Chantal Sébire demande qu'on l'aide à mourir. Les grands médias en parlent. L'ADMD (Association pour le droit de mourir dans la Dignité) souligne l'hypocrisie de la loi Leonetti (la loi du « laisser mourir »), qui refuse à l'intéressée le suicide assisté, et ne lui offre pas d'autre perspective que d'être plongée, à force de « soins palliatifs », dans un état comateux ou semi-comateux qu'elle refuse.

L'intéressée a des chances d'obtenir satisfaction : une maladie certifiée par les médecins « incurable et douloureuse », une démarche encadrée par une association française, fondée en 1980 et forte de plus de 44 000 adhérents, en phase avec une opinion publique qui a beaucoup évolué et qui sera particulièrement sensible à ces deux propos de Chantal Sébire : « C'est moi la seule souffrante, c'est à moi de décider » ; et : « C'est le dernier combat que je peux mener ; s'il ne me sert pas directement, qu'il serve au moins à d'autres après moi. »

Mais, pour l'ensemble de la population, c'est la même situation qu'il y a 40 ans, avant la loi Neuwirtz autorisant la pilule (1967) et la loi Veil autorisant l'IVG (1975) : opposition de l'église catholique, de l'ordre des médecins et de la majorité parlementaire, toutes tendances confondues.

Soyons clairs : il s'agit que soit reconnu à tous le droit à l'aide au suicide, c'est-à-dire inséparablement le droit d'être aidé et, sauf « mobile égoïste », celui d'aider au suicide. Il s'agit d'en finir avec les ambiguïtés (fréquentes dans les questionnaires des sondages et dans les discours officiels, y compris ceux de l'ADMD) inhérentes aux termes comme « dignité », qui occulte la motivation constante des intéressé-e-s, éviter de souffrir, et comme « euthanasie », qui ne précise pas que la décision appartient exclusivement à l'intéressé-e, seul-e juge du maximum de souffrance qu'il ou elle peut supporter. Il est probable que, pour la grande majorité des adhérent-e-s à l'ADMD :

– Le droit d'être assisté dans son suicide ne doit pas être réservé au malade que les médecins ont déclaré incurable après un long calvaire ;

– Ce droit doit être reconnu à tout être humain – quels que soient ses motifs et les causes, physiques ou sociales, de sa souffrance

– qui déclare de façon constante souhaiter « une aide active à une délivrance douce » ou qui, dans l'impossibilité de s'exprimer, est arrivé à l'état qu'il a anticipé dans une déclaration de volontés ;

– Ce droit doit être reconnu aux majeurs emprisonnés ou juridiquement incapables et aux mineurs, avec les précautions qui vont de soi : il ne s'agit pas de placer des distributeurs automatiques de cocktail létal dans les cours des prisons et des établissements d'enseignement, dans les couloirs des immeubles de bureaux, dans les vestiaires des usines, ni d'abandonner les vieux aux appétits de leur famille ou aux aléas du manque de lits dans les hôpitaux et les maisons de retraite !

Nous sommes dans une situation nouvelle, que les anars des siècles passés n'ont pas connue. Le suicide n'est plus un délit en

Man Ray

France depuis 1810, mais il est toujours interdit par l'église catholique, et les tentatives de suicide en prison sont punies. Dans les siècles passés, il arrivait qu'on achève sur sa demande, à la guerre, un copain blessé, ou, dans son lit, un malade. Mais c'était toujours clandestinement, et l'agonie était largement acceptée comme inévitable, et officiellement justifiée par la valeur rédemptrice de la souffrance. Seulement voilà, au moins dans les pays « riches », en même temps que la durée moyenne de la vie humaine augmentait sans que disparaissent ni la misère, ni les accidents, ni les maladies, ni les inconvénients de l'âge, on a heureusement mis au point quelques moyens de se suicider sans douleur et sans risque de se rater.

Actuellement, en France, on en est encore aux moyens de suicide artisanaux, douloureux et aléatoires. Bien sûr, le chemin sera long pour retrouver, après 2000 ans de christianisme et quelques siècles de soumission au nom de la Raison, le regard objectif et apaisé de l'Antiquité gréco-latine sur la sortie volontaire du banquet de la vie. Il s'agit, sur ce point comme sur d'autres, de changer de civilisation.

L'ennui, c'est qu'en France, l'ADMD actuelle veille à ce que le droit d'aider au suicide soit réservé aux médecins. C'est le sens du projet de proposition de loi préparé par l'état-major de l'ADMD pour « améliorer » la loi Leonetti. L'adoption de ce projet par la « représentation » nationale m'aurait réjoui dans les premières années de l'association (j'ai adhéré dès sa fondation) comme une étape vers la reconnaissance du droit à l'aide au suicide. Mais j'y vois aujourd'hui un piège : la législation bloquera la situation, les médecins garderont le pouvoir dans un domaine qui semble au contraire, à une majorité d'adhérents, devoir être démédicalisé au maximum.

Voici par exemple comment un responsable de l'ADMD à justifié sa récente démission : « [Ce projet] continue à donner une place prépondérante au corps médical et occulte complètement le souhait de nombreux adhérents, dont moi-même, de ne pas attendre d'être en phase terminale pour obtenir une aide. Je reconnais que, si nous obtenions cette loi, ce serait une avancée [légalisation de l'euthanasie] par rapport à la loi Léonetti, mais elle laisse de côté tous les adhérents qui souhaitent une aide lorsqu'ils sont très âgés et estiment qu'ils veulent arrêter là leur route. Si l'on annonçait clairement que ce n'est qu'une étape je pourrais l'admettre, mais ce n'est pas le cas. »

La question urgente « Comment nous procurer le cocktail létal ? » a été posée dès la fondation de l'ADMD, et elle avait trouvé un début de réponse par la brochure « Auto délivrance » (1e édit. 1982, 2e édit. 1985), qui fournissait aux adhérents, et à eux seuls, les meilleurs renseignements existant à l'époque pour se suicider. L'ADMD en a suspendu la diffusion en 1988 afin d'obéir à la loi, votée à la sauvette le 31 décembre 1987, qui facilite les poursuites pour « provocation » au suicide (avec la même hypocrisie que la loi de 1920, qui interdisait, en même temps que les moyens contraceptifs autres que « naturels », toute « provocation à l'avortement »). Le bureau actuel veille à ce que la publication de la brochure « Auto-délivrance » soit ignorée des nouveaux adhérents.

Ce black-out est un cas particulier d'un immobilisme qui s'est accru au cours des années. Recours à des euphémismes (mourir dans la « dignité », avec « décence »), déclarations contradictoires à propos de l'« euthanasie », structures et fonctionnement peu démocratiques (élections sur individus et non sur programmes, etc.). Silence sur les motifs réels de certaines démissions, en dernier lieu celle d'Henri Caillavet, qui a longtemps présidé l'ADMD. Pour en savoir plus sur son « désaccord avec les deux précédents présidents » (évoqué par le bureau sans autres précisions dans le bulletin de novembre. 2007), il fallait lire *Le Monde* des 25 au 25 novembre 2007, qui révélait la raison avancée par l'intéressé : « Je suis parti parce que l'association ne défend plus le suicide assisté. »

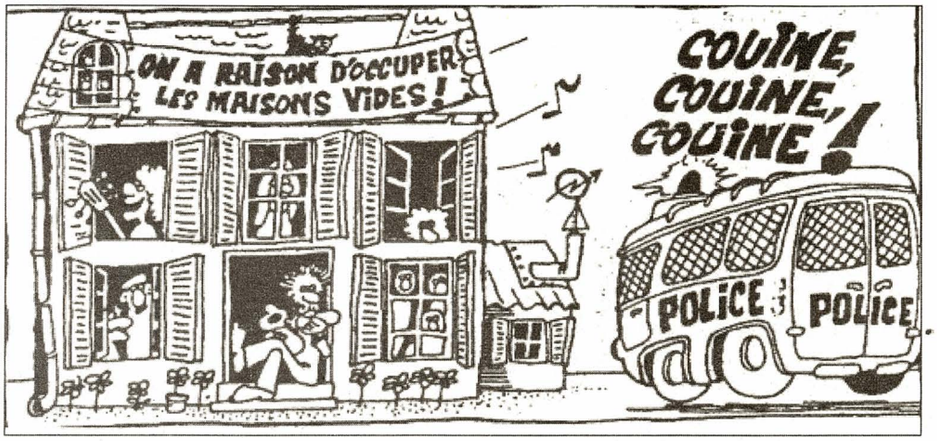
L'ordre moral qui a réussi le 31 décembre 1987 à créer un délit de « provocation au suicide » se trouve maintenant au pouvoir, dans l'ADMD (avec un président UMP, ancien secrétaire national de l'UMP) comme à la présidence de la République. Je sais que la droite n'est pas unanime derrière madame Boutin : on n'est pas nécessairement cul-bénit à l'UMP. Mais on ne sort pas de l'ordre moral : sous prétexte de compétence, on maintient les hiérarchies de domination quand il s'agit du pouvoir médical. Derrière le refus du suicide assisté pour les vieux, il y a la crainte d'une épidémie de suicide chez les pauvres, chez les emprisonnés, épidémie qui révélerait la faillite d'un système social.

Si on ne se résigne pas à la débrouille individuelle (pour les plus riches, ça consiste à se faire suicider à l'étranger, comme, au siècle dernier, on s'y faisait avorter), il reste une solution, l'action directe non-violente : s'organiser comme les femmes dans les années 1960-1970 (manifs pour « Avoir un enfant si je veux, quand je veux », Manifeste des 343, Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception...). La récente pétition de l'ADMD intitulée « Nous, soignants, avons en conscience aidé médicalement des patients à mourir humainement... » est une première étape dans ce sens. Soignants et non-soignants peuvent constituer un réseau d'entraide, imaginable sous diverses formes et disposant du cocktail létal y compris hors milieu hospitalier. La tâche de s'assurer de la volonté du candidat au suicide, et de l'entourer dans ses derniers moments ne relève pas essentiellement de compétences juridiques ou médicales, mais de la qualité des relations entre individus.

Misère, prison, accident, maladie, vieillissement, nous sommes tous concernés. F. S.

Caen :

La Mauvaise Herbe repousse



Le collectif Pavillon Noir, composé d'étudiants, de chômeurs, de sans-logis et de salariés, annonce l'ouverture d'un nouveau centre social autogéré à Caen. L'occupation a commencé le 12 mars dernier.

L'aventure se déroule dans un bâtiment vide, inoccupé depuis longtemps et laissé à l'abandon. Les lieux sont grands et en parfait état. Le collectif Pavillon noir avance plusieurs raisons pour expliquer son action:

« Premièrement, un certain nombre d'entre nous n'a plus les moyens financiers de se loger sur l'agglomération caennaise.

Deuxièmement, on n'a pas de lieux pour nos projets et nos diverses activités (ateliers vélo, ateliers informatique, ateliers peinture, chorales, projection de films et de documentaires, débats, salle de réunion, cuisine collective, théâtre, zone de gratuité, bibliothèque militante infokiosque, etc.).

Troisièmement, parce que face au capitalisme qui pourrit nos vies et notre environnement, il faut se rencontrer, se rassembler, s'organiser. Nos squats se veulent des carrefours où l'on peut mettre en commun nos expériences, nos savoirs, nos moyens, nos envies pour résister, créer et saboter ce vieux monde inégalitaire et répressif.

Quatrièmement, parce que La Mauvaise Herbe repousse toujours et à cela, personne n'y peut rien… »

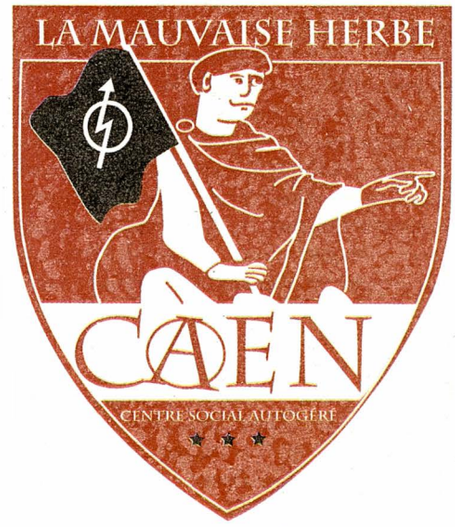
Les squatteurs, héritiers de l'anarchiste Georges Cochon qui, en 1912, menaient déjà la vie dure aux proprios vautours, sont peut-être en situation de précarité, mais ils ont une vie riche et veulent continuer à l'enrichir. Leurs projets s'inscrivent dans la continuité de ceux qui avaient été mis en place à La Mauvaise Herbe, un précédent centre social autogéré créé à Caen qui fut expulsé illégalement et rasé (sans permis de démolir) sous la protection de la police le 4 juillet 2007.

Le Pavillon noir est le domicile principal de certains squatteurs. De ce fait, ils s'attachent à le rendre vivable et accueillant. L'objectif n'est donc pas de dégrader les lieux occupés. Bien au contraire. Le Pavillon noir n'est pas né non plus pour emmerder ses contemporains, du moins ceux qui ne sont pas ses ennemis. « Nous entendons entretenir avec nos voisins de bonnes relations. Les nuisances seront limitées par les occupants eux-mêmes », assurent les autogestionnaires qui revendiquent une indépendance totale. « Le squat s'attaque aux fondements même du monde marchand qui nous entoure. Le collectif ne réclame donc aucune reconnaissance des institutions politiques, ni subventions. Nous n'appartenons pas au même monde et cherchons avec obstination à détruire ce vieux monde marchand qu'est le capitalisme qu'États et politiques continuent de protéger. » C'est dit.

La Mauvaise herbe espère bien prendre racine cette fois. Pour réinventer le quotidien sur des bases libertaires et humanistes. « Nous squattons pour nous offrir un espace de liberté, un temps mort au sein d'une vie bien moribonde. Pour pouvoir nous réunir, nous organiser, essayer de reprendre en main ce que l'on peut de notre vie, sortir des schémas sociaux malsains qui nous entourent depuis notre naissance. Nous voulons remettre l'humain au centre des choses. Supprimer les rapports de domination en vivant l'autogestion, l'entraide et l'insoumission. Pour comprendre ce qu'est la liberté, il faut l'expérimenter et pour l'expérimenter il faut du temps et de l'espace. »

Par saint Bakounine, le bon camarade vitamine, espérons que ces graines d'ananar feront de belles fleurs pour les quarante ans du joli mois de mois qui clamait: « Soyez réalistes, demandez l'impossible! »

Paco



Si ce projet de squat politique vous intéresse, vous pouvez écrire à: la_mauvaise_herbe@no-log.org ou visiter le site Internet: http://caen.squat.net Il est aussi possible de téléphoner au 06 31 02 41 18 ou d'aller sur place. Le Pavillon noir est situé au 10, boulevard Poincaré, à Caen. Juste à côté de l'arrêt « Aviation » du tram.

Non-violence contre

Du thé, du thé... Mais j'préfère le Médoc (NDLR)

Dans *le Monde libertaire* du 14 au 20 février 2008 (n° 1504), Roger Dadoun (« Sarko, émule mou de Gandhi ») pose deux questions : « Si la stratégie du Mahatma a eu raison de l'impérialisme britannique tenu en laisse par un système de lois (dont se moquèrent souverainement la soldatesque anglaise et les dignitaires coloniaux, qui n'y allèrent pas de main morte), aurait-elle eu la moindre chance face à des dictateurs sans foi ni loi tels que Hitler ou Staline, qui n'admettaient d'autre loi que celle de la force brute, identifiée à leur seul et absolu pouvoir de tuer ? Gandhi aurait-il, aujourd'hui, face aux crapuleux rejetons du fascisme qui prolifèrent la moindre chance ? »

Ce questionnement contient implicitement sa réponse : non, la non-violence n'aurait rien pu contre Hitler ; et, encore aujourd'hui, elle serait tout autant inefficace : seule une violence plus haute peut vaincre la violence brute. Et l'Histoire a confirmé cette assertion : Hitler a finalement été vaincu par l'énorme déploiement des forces armées nord-américaines et alliées, après avoir durant une longue douzaine d'années exercé son pouvoir criminel.

Est-ce à dire que la même chose se reproduirait aujourd'hui ? Sans aucun doute. Les forces non violentes étant tout aussi peu préparées, collectivement, qu'elles le furent à l'époque, toute initiative serait donc encore laissée à la spontanéité des individus. Le seul recours resterait comme précédemment les forces armées, les militaires, qu'il nous faudrait appuyer et défendre, repoussant l'exercice de notre antimilitarisme à des jours meilleurs.

Rappelons que Hitler n'était pas le seul dans sa catégorie. Citons, pour faire court, Staline, Mussolini et Franco.

Staline est mort dans son lit : aucune force ne l'a délogé de son fauteuil, et si le régime mis en place par lui et ses camarades s'est finalement écroulé, après quelque soixante-dix années, ce n'est pas à la suite d'une invasion armée des États soviétiques ni d'une quelconque révolution violente.

Franco de même est mort dans son lit après environ trente-cinq années de règne.

Quant à Mussolini, moins adroit politiquement que Franco, il eut le tort de s'afficher trop ouvertement avec les nazis, et il fut emporté avec eux après plus de vingt longues années au pouvoir.

Même violemment, il n'est donc pas évident d'empêcher la mainmise d'un dictateur, puis de le dégommer une fois bien en place. Et il n'est pas mauvais de rappeler que les tyrans se hissent et se maintiennent au pouvoir avec le consentement plus ou moins volontaire de leur peuple (voir Étienne de La Boétie), et surtout grâce à la complicité peureuse des pays voisins : il s'agissait là, en 1933, pour partie, de nos démocraties.

Hitler, dans son irrésistible ascension, s'est appuyé sur deux arguments : la défaite de l'Allemagne en 14-18 qu'il expliquait par le « coup de poignard dans le dos » porté par les Juifs et les communistes ; et l'exploitation d'un traité de Versailles inique et vengeur qui mit l'Allemagne à genoux économiquement : la punition française eut donc des effets ravageurs. Enfin, on a pu constater, chez les Alliés, un laisser-faire « sympathisant », associé à une sorte de bienveillance de tous les tenants européens de l'ordre qui laissèrent Hitler réoccuper la rive gauche du Rhin. Sans compter la pusillanimité des généraux français, qualité militaire qui n'est pas trop notre affaire.

En Espagne, en 1936, tant pour les démocraties que pour l'État russe, il y avait beaucoup à perdre : tout était préférable à une révolution à caractère libertaire. Les fascistes et les nazis, eux, avaient tout à gagner en soutenant le « caudillo ».

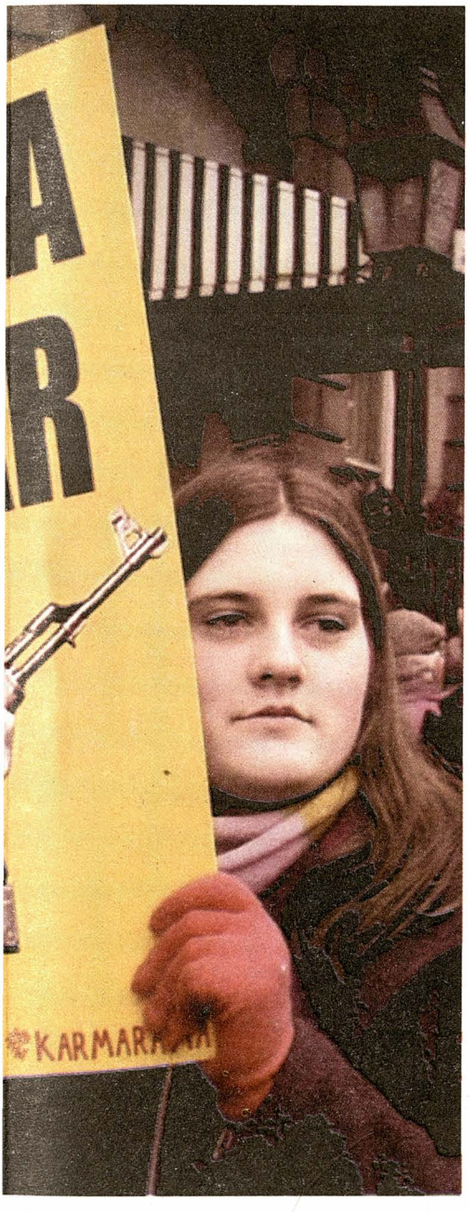
Mais comment pouvions-nous donc résister à Hitler ? Militairement, l'armée française y a échoué en 1939 après avoir laissé, selon les historiens, 10 000 soldats sur les champs de bataille. Sous l'Occupation, ce que l'on a appelé la Résistance (sous-entendu la résistance armée) fut minoritaire mais, par la suite, exaltée, elle bénéficia à la Libération d'une hagiographie sans contestation possible. Gaullistes et communistes veillaient sur une vision de l'Histoire tronquée qui les arrangeait.

Cette « résistance armée » fut accompagnée d'une « résistance non armée », civile, qui est encore maintenant relativement passée sous silence, ou minorée car moins héroïque que les coups d'éclat violents. Toujours à l'œuvre, le romantisme de l'arme au poing ! Pourtant, certains de ces « résistants civils », qui pouvaient répugner à une quelconque violence, prenaient tout autant de risques que les premiers. Résistance armée et résistance civile ont cependant coexisté, ont collaboré, s'appuyant l'une sur l'autre. Et il n'est pas dit que la seconde ait été la moins efficace.

Si la non-violence gandhienne n'a rien pu contre Hitler (ni contre Staline, ni contre Franco, ni...), qu'en est-il de la « résistance civile » ? Car, ici, on préférera ce terme, à la façon de Jacques Sémelin (voir son livre *Sans armes face à Hitler, la résistance civile en Europe, 1939-1943* , Payot éditeur).

D'ailleurs, qu'entendons-nous par non-violence ? Cette idée se confond dans l'esprit de la plupart des gens avec la personnalité de Gandhi : le « fakir nu », le végétarien abstinent sexuel, le mystique, etc. ; de même que l'anarchisme, pour le journaliste de fait divers, est

e le nazisme ?



résumé dans un Ravachol terroriste adepte de la violence aveugle. Comment se débarrasser des idées toutes faites? Et comment essayer de réfléchir sans œillères, pour faire bouger les esprits?

En 1939, en France, il était presque trop tôt pour parler de non-violence. Un Félicien Challaye, pacifiste par excellence, dans son *Pour la paix désarmée même en face de Hitler*, édité en 1933, ne parlait que de la « non-participation à la manière de Gandhi ». La non-violence, au sens large, serait-elle donc une idée, une pratique plus récente en Occident? S'il y a une non-violence immémoriale encombrée de religiosité, il y a maintenant une désobéissance civile moderne qui, sur le plan social, ouvre des perspectives d'action peut-être inédites. Ainsi, il y a un anarchisme éternel de révolte spontanée qui se concrétisa dans l'anarchisme historique né à Saint-Imier en 1872. Quant à nous, nous sommes convaincus que l'Histoire est à construire, ouverte à notre imagination et à notre inventivité.

Pourtant, rien n'est simple, et il nous faut interroger la complexité...

Il ne s'agit pas de réécrire cette Histoire, de dire qu'on aurait pu..., mais d'attirer l'attention sur des pages occultées, consciemment ou non, et de regarder ce qui se dessine maintenant.

Ainsi, pour la question qui nous intéresse ici, une fois la résistance armée glorifiée, de nommer les actes de résistance civile pratiquement ignorés, mais de moins en moins, par les historiens. Ce qu'ont fait des militants de la non-violence dans de nombreuse publications confidentielles, mais aussi en collaborant avec des militaires pour ébaucher les traits d'une « défense nationale » sans armes. Les lecteurs de ce journal s'offusqueront de cette collaboration, comme d'autres furent heurtés par la militarisation des milices libertaires dans l'Espagne de 1936.

Reprenant le livre de Jacques Sémelin, nous citerons, en vrac, la résistance des enseignants norvégiens contre Quisling; le port volontaire de l'étoile jaune par les Danois et l'effort de tout ce pays pour exfiltrer les Juifs vers la Suède; les réseaux européens de solidarité pour sauver les Juifs pourchassés, en particulier en Belgique, et chez nous au Chambon-sur-Lignon (l'un des deux signataires de ce présent article y avait trouvé refuge). Nous renvoyons le lecteur intéressé aux nombreuses monographies qui rapportent ces résistances sans exploits militaires. On pourra aussi se reporter à l'article de Jean-Marie Tixier publié sur le site Anarchisme & non-violence 2*.

Oui, notre méfiance face à l'exercice de la violence armée militarisée tient au fait que moins que jamais la notion de peuple en armes (jusqu'à quel degré de sophistication?) est pertinente: si le pouvoir est au bout du fusil, le peuple risque d'être du mauvais côté; et il paraît que le pouvoir est maudit, le pouvoir absolu étant...

Mais le pouvoir partagé? Il a été noté, ailleurs, à propos des manifestations non violentes dans le village de Bil'in, en Palestine, que ces actions avaient permis un « réveil de la société civile palestinienne marginalisée par les formations armées dans la lutte contre l'occupation ».

La résistance civile est l'aspect le plus simple d'une résistance sans violence. Passer au stade supérieur, à une action offensive, exigerait les mêmes efforts que ceux qu'implique une préparation guerrière, les mêmes risques de mort aussi... Mais nous n'en sommes pas là. Pourtant, de jeunes radicaux ont posé le problème.

En effet, le fascisme relève la tête, car « le ventre est encore fécond d'où est sortie la bête immonde... ». Aussi, nous lirons avec intérêt ce qu'ils écrivent après les manifestations à Heiligendamm en juin 2007 contre le G8:

« Maintenant, nous devons reprendre nos ébauches de politisation et d'organisation et faire entrer dans nos discussions quotidiennes, avec les vilenies de ce monde, les expériences positives d'Heiligendamm telles que la désobéissance de masse. Que ce soient les luttes contre la précarisation ou la campagne contre l'État sécuritaire, la mobilisation contre les défilés nazis, ou les centres de rétention pour les étrangers expulsables, ou tous les autres nombreux domaines dans lesquels les gauches luttent pour un monde meilleur. Tandis que ce blocus est encore bien présent dans nos esprits, nous pourrions nous créer une sorte de mémoire collective et utiliser en les modifiant les expériences partagées. Le concept du blocus peut-il s'utiliser aussi contre les défilés nazis? Une action collective publique de désobéissance de masse peut-elle être menée contre les conditions du travail précaire? Ou contre la discrimination raciale? Même si le monde n'a pas bougé après le G8, des possibilités de changement sont apparues qui peuvent élargir nos champs d'action et libérer de nouvelles énergies. »

André Bernard et Pierre Sommermeyer

*. Voir sur Internet le site nommé un peu plus haut où les lecteurs de ce journal peuvent exposer leurs propres points de vue: http://anarchismenonviolence2.org

À TIBET, TIBET ET DEMI

TOUT COMMENCE LE LUNDI 10 MARS lorsque led Dalaï-lama - plus haute autorité religieuse tibétaine mais également chef du gouvernement tibétain en exil - prononce depuis sa capitale en Inde, Dharamsala, un virulent discours contre le régime de Pékin dénonçant le « génocide culturel » en cours et l'augmentation de la population non tibétaine d'origine chinoise han réduisant « les Tibétains à une insignifiante minorité dans leur propre pays ». En écho, à Lhassa, quelques centaines de moines prennent part à une marche commémorant le 49e anniversaire du soulèvement manqué de la population tibétaine contre l'armée d'occupation chinoise et la fuite précipitée du dalaï-lama en Inde. Soixante-dix d'entre eux sont arrêtés. Le lendemain, près d'un demi-millier de moines manifestent pour demander la libération de leurs « frères » arrêtés et sont dispersés par des tirs de grenades lacrymogènes en provenance des forces de sécurité chinoises. De son côté, le 13 mars, la police indienne stoppe au bout de trois jours la marche symbolique de plusieurs centaines de réfugiés tibétains partis de Dharamsala en direction de leur mère patrie. Vendredi 14 mars, nouvelle manifestation dans le centre-ville de Lhassa, mais cette fois les moines sont débordés par de jeunes Tibétains radicaux qui s'en prennent violemment aux boutiques des chinois, han et hui (minorité musulmane installée au Tibet depuis plus de cinq siècles). L'armée chinoise quadrille alors en hâte la capitale et ouvre le feu le lendemain sur des moines redescendus dans la rue manifester à nouveau. Parallèlement, d'autres manifestations rassemblant plusieurs milliers de personnes et brandissant des drapeaux tibétains, se produisent dans le Sichuan, le Gansu, le Qinghai et le Yunnan, provinces limitrophes de la « région autonome du Tibet » car cette dernière ne recouvre qu'une petite moitié du Tibet historique depuis le Traité de 1951 faisant suite à la « réunification pacifique », euphémisme officiel pour la conquête militaire par l'armée de Mao l'année précédente afin de « libérer le Tibet du servage et de l'oppression théocratique »; manifestations durement réprimées, là aussi dans le sang, par peur de la contagion. Le régime de Pékin est à cran à cinq mois des Jeux olympiques qui doivent consacrer le retour au premier plan de la nation chinoise sur la scène internationale.

Les communiqués de « Radio Free Asia », pro-tibétains, et de l'agence pro-gouvernementale « Chine Nouvelle » sont totalement contradictoires, et le black-out ayant été imposé par les autorités chinoises, il faut aller sur Internet pour recouper les informations avec des témoignages de touristes et de rares journalistes présents avant qu'ils n'aient été expulsés. En tout cas, ce qui est certain, c'est qu'il s'agit là des plus importantes manifestations depuis les dernières émeutes de mars 1989 « célébrant » le 30e anniversaire de la fuite du dalaï-lama; émeutes alors réprimées d'une main de fer par le secrétaire régional du PCC, qui n'était autre que l'actuel président de la République, Hu Jintao…

Ce qui est en jeu aujourd'hui, c'est la survie de la culture et de l'identité tibétaine dans un monde chinois qui agit comme un rouleau compresseur avec le formidable boom économique de ces vingt dernières années et la découverte par les jeunes Tibétains des « délices » de la société de consommation.

À Lhassa, à l'urbanisme bouleversé et hérissée de grues la transformant en ville « moderne » voire « high-tech », les Han sont désormais majoritaires, tiennent la plupart des commerces et arbitrent le marché de l'emploi avec comme critère: parler le mandarin, la langue officielle chinoise. Ce sont eux qui ont été la cible des jeunes Tibétains s'estimant discriminés, considérés comme des citoyens de seconde zone dans leur propre pays, chauffés à blanc par le discours réquisitoire du dalaï - lama mais qui, faisant fi de sa philosophie bouddhiste non-violente, n'ont pas hésité à piller, brûler les boutiques et les scooters, passer à tabac les Chinois rencontrés sur leur passage, voire à les lyncher dans certains cas. Bilan[1] : une dizaine de chinois tués d'un côté, une centaine de tibétains de l'autre. Du coup, et alors que les autorités chinoises haussent le ton en annonçant une sévère répression, le dalaï-lama appelle au « dialogue », assurant qu'il ne recherche qu'une réelle autonomie et non l'indépendance et refuse d'appeler au boycott des JO, la grande hantise des autorités chinoises. Du côté de la communauté internationale, les protestations sont plutôt virulentes mais sans prôner de véritables sanctions, et à géométrie variable à l'instar du gouvernement français qui n'a pris aucun communiqué[2], confirmant que la priorité annoncée en début de mandat présidentiel de la défense des droits de l'Homme a fait long feu à la suite des importants contrats économiques signés dans le sillage du voyage en terre chinoise de Nicolas Sarkozy en novembre 2007…

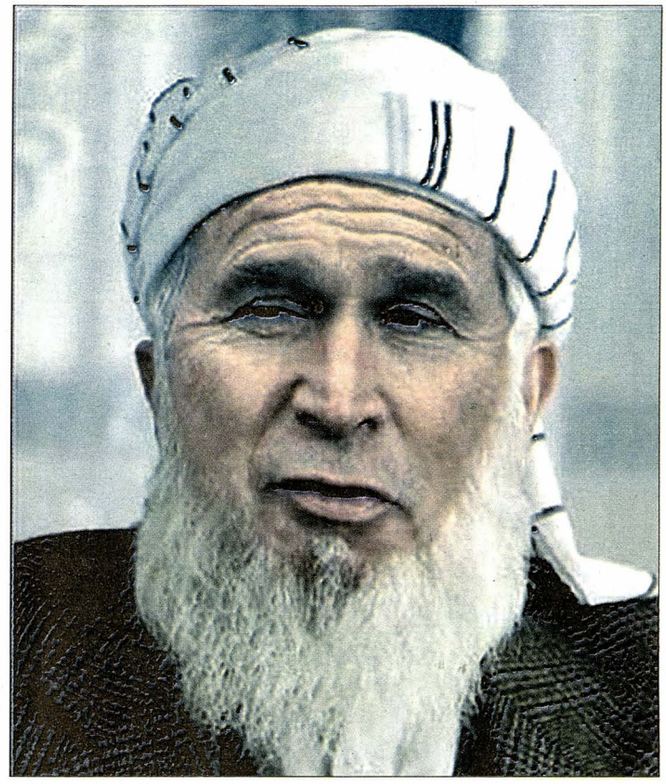
Si l'occupation militaire chinoise et la répression dans le sang doivent effectivement être dénoncées avec force et le peuple tibétain assuré de notre solidarité, n'oublions pas que le régime tibétain d'avant la « réunification » n'était jamais qu'une théocratie basée sur le servage et que la religion, ici comme ailleurs, est toujours instrumentalisée par la classe des puissants pour asservir le peuple et empêcher toute remise en cause de l'ordre établi.

Jean-Jacques Gandini

1. Sous réserve de vérifications ultérieures, faute de sources indépendantes fiables.

2. Du moins au moment où sont écrites ces lignes, 21 mars.

Le Pentagone, Saddam Hussein et al Qaïda



Raoul Boullard

« **Ce que je veux porter** à votre attention aujourd'hui est le lien beaucoup plus sinistre entre l'Irak et le réseau terroriste d'al Qaïda », déclara le secrétaire d'État américain Colin Powell aux Nations unies le 5 février 2003.

Le 18 juin 2004, le président Bush se voulait encore plus convaincant : « La raison pour laquelle j'insiste sur le fait qu'il y avait des liens entre l'Irak et Saddam Hussein et al Qaïda, c'est qu'il y avait des liens entre l'Irak et al Qaïda. »

Ce lien présumé entre Saddam Hussein et al Qaïda a servi de justification à l'invasion et à l'occupation de l'Irak. Or, selon Jonathan Karl, un journaliste américain de ABC News, l'administration Bush ne tient pas du tout à ce qu'un rapport militaire soit rendu public : ce document met en lumière le fait qu'il n'y a aucun lien entre Saddam Hussein et al Qaïda, ce que d'ailleurs tout le monde savait depuis longtemps. Peu de temps après les attentats du 11 septembre, Ben Laden avait appelé à tuer le dictateur irakien parce qu'il était en faveur d'une république laïque, mais les analystes américains avaient dû oublier l'information. L'aversion de Ben Laden pour le régime irakien était de notoriété publique.

Le 12 mars, le Pentagone a annulé la diffusion d'un communiqué de presse et ce rapport ne sera pas mis en ligne. Ce rapport devait être diffusé sur le site Internet du commandement des forces armées. Les curieux qui voudront en avoir connaissance devront en faire explicitement la demande et il sera expédié par la poste.

Il est vrai que le document en question n'est pas le premier qui parvient à de telles conclusions, mais cette étude présente la particularité d'être fondée sur l'analyse de 600 000 documents officiels irakiens saisis par les forces armées états-uniennes après l'invasion et sur des milliers d'heures d'interrogatoires d'officiels irakiens.

Le rapport montre cependant que le régime de Saddam Hussein utilisait le terrorisme au Proche-Orient comme « outil habituel du pouvoir d'État », ce qui n'est pas non plus précisément un scoop.

Ainsi, dans *Israël-Palestine, Mondialisation et micro-nationalismes*, publié en 1998, on apprend qu'aucun État arabe n'a vraiment intérêt à l'instauration d'un État palestinien [1] :

« Tous utilisent la cause palestinienne en soutenant ou manipulant les fractions palestiniennes en fonction de leurs intérêts dans les rapports de force locaux. Ainsi Saddam Hussein avait ligoté l'OLP en contribuant à suspendre le dialogue américano-palestinien. Le débarquement sur les plages israéliennes en mai 1990 d'un commando d'Aboul Abbas a été commandité par Bagdad. Cette expédition avait mis fin à la stratégie diplomatique de l'OLP. Ceux qui avaient pensé que Saddam Hussein se faisait le champion de la cause palestinienne auraient pu se rappeler les assassinats, commandités par Bagdad, de leaders palestiniens par le groupe terroriste d'Abou Nidal, basé en Irak. »

Abou Nidal était un des chefs « historiques » du Fatah ; il en a été exclu, puis a été condamné à mort par l'organisation en 1974. Il était le représentant de l'OLP à Bagdad depuis 1970. Le journaliste anglais Patrick Seale a écrit une biographie de ce personnage

(*Abu Nidal, a Gun For Hire*, Hutchinson Books) qui fut l'auteur de 280 meurtres, pour l'essentiel de modérés de l'OLP. Patrick Seale note que toutes les opérations d'Abou Nidal présentaient cette curieuse caractéristique de servir le gouvernement israélien, qui d'ailleurs n'a jamais cherché à abattre ce terroriste…

L'utilisation du terrorisme pour raison d'État est une banalité affligeante, dont Saddam Hussein n'a pas le monopole. À ce jeu-là, il était même un amateur. Faut-il rappeler qu'il a été jusqu'ici impossible de parvenir à une définition du terrorisme faisant l'unanimité parce que les autorités états-uniennes refusent d'y intégrer l'idée que le terrorisme peut aussi être le fait des États-Unis eux-mêmes?

Revenons au rapport en question: celui-ci reconnaît que la principale cible du terrorisme du régime de Saddam Hussein n'était pas les États-Unis, ni même Israël: « Les principales cibles des opérations de terrorisme d'État irakien étaient les citoyens irakiens, à la fois en Irak et à l'extérieur. »

Ça non plus, ce n'était pas un scoop.

Il y a de nombreux exemples d'utilisation du terrorisme à des fins politiques par l'administration Bush, mais l'un des plus patents a été lié à l'annonce d'une bande magnétique de Ben Laden par Colin Powell, en février 2003 [1].

Le secrétaire d'État Colin Powell annonça l'existence de cette bande magnétique lors d'une réunion d'un comité du budget au Sénat. Georges Tenet, directeur de la CIA, n'était curieusement pas au courant. Powell utilisa ce qu'il annonçait comme le contenu de cet enregistrement pour lier Saddam au terrorisme international. Ce dernier serait sans doute possible lié à Ben Laden. « Ce lien entre terroristes et États qui développent des armes de destruction massive ne peut plus être négligé et ignoré », nous apprenait-on. Cela ne faisait plus aucun doute: Saddam Hussein et al Qaïda étaient liés.

La bande magnétique passa sur toutes les chaînes, traduite « live », mais elle racontait une tout autre histoire.

Osama Ben Laden criait certes vengeance contre les États-Unis si ces derniers attaquaient l'Irak, et demandait la solidarité du monde musulman. Mais de façon totalement dénuée d'ambiguïté, Ben Laden demandait au peuple irakien de se soulever contre le « socialiste » Saddam Hussein, ce qui n'est pas habituellement le comportement d'un allié. La traduction de la bande magnétique contredisait le discours officiel. Ce que confirmait un commentateur de la chaîne MSNBC, spécialisée dans les informations:

« En même temps, le message lançait le message aux Irakiens pour qu'ils se soulèvent contre le président irakien Saddam Hussein, qui est un leader laïc… »

Ce n'était pas tout à fait ce que Ben Laden avait dit, mais au moins l'opposition entre les deux hommes restait au centre du message.

Vingt minutes plus tard, un nouveau commentaire apparaissait: la phrase de Ben Laden appelant les Irakiens à se soulever contre Saddam Hussein était coupée… Des versions identiques, délestées des passages de Ben Laden demandant la mort de Saddam Hussein, apparurent dans tous les grands médias. La nouvelle version, officielle, était la suivante: « La déclaration enregistrée s'en prenait à Saddam, un leader laïc, mais il était clair que Saddam n'était pas la cible immédiate. »

La semaine précédente, Powell avait défendu devant l'ONU un rapport des services secrets britanniques truffé de pages copiées collées d'un travail d'étudiant, avec les mêmes fautes d'orthographe et de syntaxe. Les données figurant dans ce rapport étaient dépassées de dix ans et contenait des contradictions flagrantes.

La crédibilité de Powell était quelque peu émoussée, mais l'enjeu était de taille.

Sans aucune vergogne, les autorités américaines avaient manipulé un message que le monde entier avait entendu. Apparemment, cela ne les dérangeait pas: c'était de politique intérieure américaine qu'il s'agissait, et les Américains ne s'intéressent que très peu à ce que le reste du monde peut penser. Il faut savoir que la chaîne MSNBC, avec NBC et CNBC appartiennent à General Electric, l'un des plus grands contractants militaires et serait l'un des plus grands profiteurs de la guerre contre l'Irak. On en vient donc à se demander si c'était la première fois qu'une information était manipulée par les médias.

« L'administration Bush a coupé des milliards de dollars aux forces de sécurité de base comme les forces de police et les casernes de pompiers, pourtant, elle envoie l'aigle hurler pour une guerre qui sera faite simultanément dans les faubourgs de Bagdad et dans vos quartiers totalement privés de protection. Ils ont le culot de parler en même temps de baisser les impôts de plusieurs milliards de dollars pour les riches qui vont affaiblir notre capacité budgétaire à nous défendre. Les liens entre Ousama Ben Laden et Saddam Hussein se sont avérés non seulement faux, mais risibles. La crédibilité de l'administration Bush a été détruite. Et pourtant, on fonce, avec les médias sifflant sans arrêt « En avant, soldats chrétiens ». L'administration Bush est extatique, pensant pouvoir transformer la déclaration de Ben Laden en faveur des civils irakiens en une connexion entre le terroriste et Hussein. On vous ment, maladroitement. Faites-le savoir. » (William Rivers Pitt, loc. Cit.) Ces propos ont été rédigés en février 2003.

Les militants anti-guerre américains viennent d'annoncer que le chiffre de 4000 morts américains en Irak a été dépassé.

R. B.

1. René Berthier, *Israël-Palestine. Mondialisation et micro-nationalismes*. Acratie. 1998.

Manipulations guerrières...

Castro l'a dit : « Le son des canons résonne en Amérique du Sud. » L'escalade verbale entre Uribe et Chávez semble dépasser le simple effet de style. Des tanks se déploient le long des frontières, des ambassadeurs sont expulsés et les discours déjà très enflammés augmentent d'un ton la rhétorique de l'affrontement. Ce ne sera peut-être pas pour cette fois, mais il ne fait aucun doute que la situation est alarmante. Dans l'immédiat, tout pousse au pessimisme.

Car, en vérité, la rhétorique belliciste sert autant Uribe que Chávez, et peut-être plus encore ce dernier. La cote du Commandante est au plus bas. Après la défaite du 2 décembre (son premier revers électoral), le mécontentement a commencé à se manifester au sein du peuple qui s'est abstenu et a causé l'échec du la référendum constitutionnel. Ce peuple n'en peut plus de voir les Mercales (magasins d'État) mal approvisionnés et les divers Programmes d'assistance et de développement abandonnés, alors que la Bolibourgeoisie (issue de la révolution de Bolivar) se promène en voiture de luxe. Ce même peuple qui ose dénoncer les cas de corruption et s'opposer à la bureaucratie du ministère du Travail, ne reçoit en échange qu'une volée de plombs de la garde nationale et qui se désespère de voir les œillades lancées par Chávez à la droite ces derniers mois. Les plus proches du président qualifient son mécontentement de déviations gauchistes ou anarchistes et le déclarent « pas encore prêt pour le socialisme » après neuf ans d'attente. Dans les hautes sphères du pouvoir se multiplient les appels à la discipline et à l'union, en prévision des futures élections. Tout cela, bien entendu, accompagné d'expulsions soudaines, sur ordre présidentiel, de ceux qui, au sein du PSUV (Parti socialiste unifié de Chaves) élèvent la voix. Ce n'est pas la première fois que, lorsque la rhétorique révolutionnaire d'un mouvement populiste s'épuise, il a recours à un nationalisme rance, vociférant et agressif, excellent remède à toute opposition : des opposants sans aucun doute à la solde de l'adversaire ! Cela fait longtemps que l'on utilise ces méthodes au Venezuela : quand ce n'est pas Bill Gates qui implante des puces électroniques sur les gens, c'est untel qui travaille pour la CIA, bref, toujours les mêmes rengaines : un conflit ouvert avec la Colombie serait un pas en avant dans cette logique et pourrait constituer la planche de salut d'un chavisme qui perd le nord et sa base. Il ne faut pas s'étonner de l'empressement du gouvernement vénézuélien à accroître les tensions en mobilisant des troupes, au lieu de jouer un rôle pacificateur dont le bénéfice diplomatique serait réel.

Bien évidemment, Uribe profite aussi de la confrontation. Il a œuvré pour saboter le dialogue avec la guérilla, pour empêcher la libération des otages et pour n'apporter, comme seule solution au conflit, que la voie militaire (ou favoriser son maintien, ce qui revient au même) : que l'on m'explique où est l'intérêt de tuer le médiateur dans la libération de Betancourt quelques jours avant l'annonce de sa possible libération. Uribe a ainsi clairement montré qu'il préférait une guerre en règle à un accord pacifique. Depuis toujours, il mène une politique agressive en faveur des paramilitaires, assimilant les tentatives d'organiser une société civile vivante et active à un soutien à la guérilla. Encore un exemple de la façon d'utiliser un prétendu ennemi extérieur pour persécuter ceux qui vous font peur à l'intérieur. Les uribistes accusent d'être un guérillero tout individu critiquant le gouvernement, sans parler des syndicalistes, des défenseurs des droits de l'homme, etc. Uribe fait de son pouvoir personnel un enjeu, aux dépens des Colombiens qui se voient désormais menacés, d'un côté par la perspective d'une guerre, de l'autre, par un retour à une campagne d'attentats aveugles de la part des FARC. Peu de peuples au monde doivent souffrir autant de leur gouvernance que le peuple colombien.

Finalement une guerre ne servirait qu'à maintenir les deux dirigeants au pouvoir, tandis que les deux peuples vont se retrouver exsangues, au cœur d'une guerre qui n'est pas la leur. Bien sûr, ni les bourgeois, ni les politiciens, ni les bureaucrates des deux pays n'iront se battre.

Au Venezuela, il ne fait aucun doute qu'en cas de guerre, il en sera fini de la révolution. Une fois encore, les politiciens de tout poil troqueront l'espoir d'un peuple contre des petits miroirs colorés, des balles et des coups de machette. En cas d'affrontement militaire, rien n'est plus simple que de modifier les priorités : le socialisme ? On verra plus tard, quand on pourra, si on peut. Comme en Espagne. Au final, on se retrouve sans révolution, sans guerre et on s'est bien fait avoir.

Comme toujours, la seule solution à la folie des gouvernants réside dans le peuple, dans une marée révolutionnaire qui balaye, des deux côtés de la frontière, démagogues, populistes et corrompus et qui se consacre à la construction d'une société civile forte, depuis la base, indépendante d'un pouvoir qui se survit à lui-même ; dans une société auto-organisée, révolutionnaire par volonté et par nature, internationaliste et solidaire, dépourvue de leaders charismatiques, et qui reconnaisse que les peuples colombiens, vénézuéliens et équatoriens sont frères, partageant souffrance et soif de paix et de justice. Pour commencer, il est nécessaire de ne pas se laisser tromper par des proclamations belliqueuses et de refuser radicalement la guerre, toutes les guerres, sauf la lutte des classes, bien sûr. La mobilisation pour la paix devra débuter dès que résonneront les premiers roulements de tambour. Après, il sera trop tard.

Miguel Martín

Source : www.nodo50.org/ellibertario

Traduit de l'espagnol par Thierry Libertad et résumé par la rédaction du *Monde libertaire*.

Lili, une histoire sans fin

A Jaroslav Dombrowski, Polonais, sans-papiers, héros de la Commune.

LILI, UNE HISTOIRE SANS FIN ou la vie ordinaire des sans-papiers en France, il s'agit d'une BD ou plus exactement d'une histoire construite à partir de dessins originaux signés Mpi Aiello, destinée aux enfants afin de les sensibiliser à l'injustice permanente d'un pays où il faut des papiers pour vivre et où être « sans-papiers » revient à ne plus vivre du tout ou à survivre dans la terreur de l'arrestation, de la séquestration arbitraire, de la séparation des siens, de l'expulsion. De belles illustrations à la fois « naïves » et fortes qui servent l'histoire trop quotidienne d'une famille russe « qui cherche un coin de terre pour vivre » et qui se retrouve prise dans la machine kafkaïenne de la répression et de la déportation républicaine. Les dessins sont soutenus par un texte réaliste et concis, adapté au jeune public, qui complète et renforce le drame de Lili. Pas la Lili de l'immigration et des poubelles chantée par Pierre Perret, celle-là est une petite fille qui a fui l'horreur et la misère du monde et qu'un appareil répressif gouverné par le sinistre et autoritaire Hortefeux veut renvoyer à l'horreur et à la misère. À la lecture de ce petit recueil, les citoyens de la patrie des droits de « l'homme » ont mal à 1792! Pourtant, quelque uns, souvent avec le Réseau éducation sans frontières, sont solidaires et organisent avec les « sans » la résistance. Tout espoir n'est pas perdu et le mot d'ordre de l'après 1968 vaut encore « Travailleurs, français immigrés, même patron, même combat! »

À mettre sans plus attendre entre toutes les mains, sous tous les yeux et particulièrement des plus jeunes.

Hugues Lenoir

Lili, une histoire sans fin ou la vie ordinaire des sans-papiers en France de Mpi Aielo, Paris, 2007, Éditions CNT-RP, 12 euros, en vente à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. 75011 Paris.

Migration d'hommes et d'images

Du Cinéma du Réel et de sa 30e édition... à Paris (du 7 au 18 mars 2008) qui n'a pas attendu cette durée canonique pour se mettre en question et bousculer les idées reçues sur le documentaire.

QUE RETENIR de cette extraordinaire programmation? Que de la terre entière, des migrants accourent au prix de leur vie, idée rebattue, me direz-vous, dont *La Frontera infinita* de Juan Manuel Sepulveda, Mexique et le premier film de Idrissa Guiro, *France, Barcelone ou la mort* seraient une synthèse implacable: dans le premier, on saute sur des trains et l'on accepte le risque de perdre un pied ou une jambe dans cette course effrénée, tout comme au Sénégal, à Thiaroye, où l'on part dans une pirogue à quatre-vingts avec très peu de chances d'arriver aux îles Canaries.

Mais les morts de toutes ces traversées ne découragent pas les candidats à l'émigration. Il n'y a pas de remède à la détresse, mais les films sont nombreux à nous rappeler que solidarité et compassion existent dans les situations les plus désespérantes. Marie-Pierre Duhamel-Muller ne s'attarde pas sur l'exposition de problématiques de cet ordre, même si elle parle « du divin désir de vivre et du chagrin de l'Histoire... » Ce chagrin de l'Histoire était au coeur d'un des plus beaux films de cette édition. *Holunderblüte* (Fleur de sureau) de Volker Koepp -obtient le grand prix- se passe à Kaliningrad et donne la parole aux enfants et aux jeunes adolescents, seule richesse de ce coin perdu.

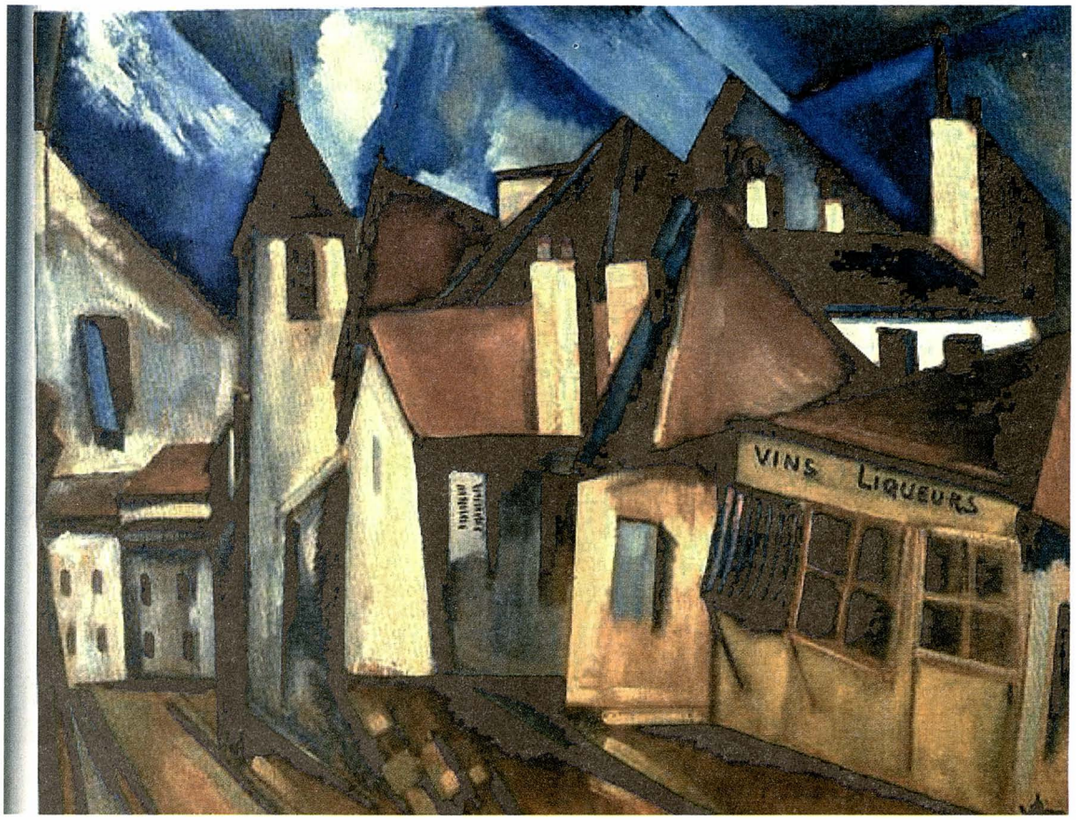
L'enclave russe incarne les bouleversements du siècle: les habitants de la Prusse orientale furent chassés par Staline et les Russes installés de force. À Kaliningrad, considéré comme butin de guerre, rien n'a résisté. Les enfants que nous voyons sont nés dans les années quatre-vingt-dix. Ils vont bientôt s'en aller. En attendant, ils ont su créer un monde à eux et c'est ce que Koepp nous montre avec tendresse. Ils sont poètes, peintres, souriants. Les parents au chômage, alcooliques, ne sont pas dans le film. Ils manquent à leurs enfants, donc ils manquent au film et c'est bien ainsi. Image à retenir: une petite fille ramène victorieusement un grand pot de lait, un vélo, un manteau et le petit frère. « La nécessité de décrire des situations insupportables, fonde la légitimité du documentaire », dit Volker Koepp qui a déjà tourné quatre films dans cette région.

Documentariste ou pas, le regard fait le cinéaste: quand Shirley Clarke filme les habitants de Harlem et crée ses fictions à partir du réel entrevu et des personnes magnifiques, toutes noires, que sa caméra découvre et auxquelles elle dédie son cinéma, elle nous propose un miroir des années soixante, et la réflexion qui va avec. Son immortel *Portrait of Jason* fonde ainsi d'autres expériences d'autres cinéastes. Le dernier en date étant *Wollis Paradies* de Gerd Kroste qui fait là le portrait d'un personnage haut en couleur. Wolli apporte « le bonheur aux hommes » puisqu'il vend de l'amour au lieu de vendre des armes... dont il aurait honte, évidemment.

Heike Hurst

Maurice de Vlaminck

au musée du Luxembourg jusu'au 20 juillet



Ce que je n'aurais pu faire dans la société qu'en jetant une bombe – ce qui m'aurait conduit à l'échafaud – j'ai tenté de le réaliser dans la peinture en employant de pures couleurs sortant de leur tube. J'ai satisfait ainsi à ma volonté de détruire, de désobéir, afin de recréer un monde sensible, vivant et libéré.

Vlaminck (in *Tournant dangereux* chez Stock, 1929)

Yolaine Guignat

Groupe Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste

Une foule compacte se presse devant les portes du Grand Palais ce fameux mardi 18 octobre 1905 pour le vernissage du salon d'Automne, présidé cette année-là par Auguste Renoir. Et déjà les esprits s'échauffent car le président de la République d'alors, Émile Loubet, a refusé de venir à l'inauguration de ce salon ; la veille, en effet, les toiles de la salle VII, présentées en avant-première aux journalistes, ont fait un beau scandale dont le critique Louis Vauxcelles s'est fait l'écho dans un article paru au supplément du journal *Le Gil Blas* : il écrit : « Au centre de la salle, un torse d'enfant et un petit buste en marbre d'Albert Marque qui modèle avec une science délicate. La candeur de ces bustes surprend au milieu de l'orgie des tons purs : Donatello chez les fauves… »

« Fauves » : le terme était lancé et devint historique ; il comportait à l'époque toutes les connotations de la transgression, renvoyant à la sauvagerie de ces animaux qu'on ne maîtrise pas et qu'on ne domestiquera jamais, évoquant à la fois la puissance et la violence ainsi qu'une indomptable liberté.

Maurice de Vlaminck (1876-1958) fut de ces peintres-là qui créèrent l'un des événements majeurs de l'histoire de la peinture, et le salon des Fauves devint désormais le salon de référence de la couleur triomphante, la couleur comme élément pictural prioritaire dans la composition du tableau. Ces compagnons d'exposition s'appellent Derain, Matisse, Marquet, Camoin, Rouault. Ces derniers – sauf Derain- sortent de l'atelier de Gustave Moreau mort en 1898.

Vlaminck, lui, est autodidacte : né à Paris dans le quartier des Halles le 4 avril 1876. Ses parents, d'origine flamande, sont musiciens et ont du mal à survivre. En 1879, faute de moyens, ils s'installent dans la maison de la grand-mère maternelle au Vésinet, qui fut occupée par les Prussiens durant le siège de Paris. Le souvenir de la guerre de 1870 et de la Commune de Paris est dans toutes les mémoires. Ne montrant qu'un intérêt limité

pour les études, le jeune Maurice passe son certificat d'études tout en dévorant les livres de Dumas et d'Eugène Sue. Son père décide alors de lui enseigner le violon.

La mort de la grand-mère en 1891 et la vente de la maison apportent un peu d'aisance à la famille et permet au père de Maurice de lui acheter une bicyclette. Enthousiasmé par la liberté de déplacement que cela lui procure, Vlaminck commence de longues promenades à vélo dans toute la vallée de la Seine et il participe à des couses de bicyclette qui lui rapportent un peu d'argent.

C'est vers 1893 qu'il commence à peindre tout seul, au moment où sa famille s'installe à Chatou.

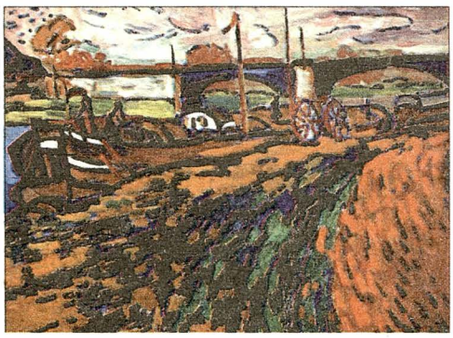
Le service militaire qu'il commence en 1898 renforce son antimilitarisme et ses convictions anarchistes.

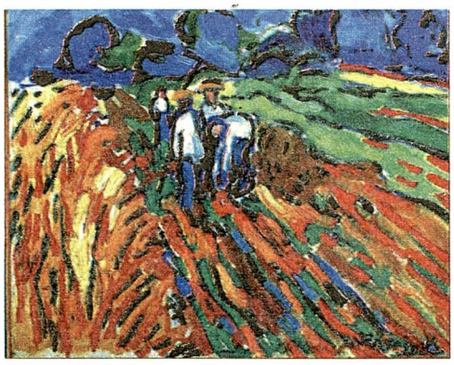
Dreyfusard convaincu, il assiste en 1899 à Rennes au procès du capitaine Dreyfus.

C'est au cours d'une permission de quinze jours qu'il rencontre dans le train André Derain en 1900 et c'est ensemble qu'ils vont commencer à peindre dans l'atelier qu'a loué Derain sur l'île de Chatou.

Désormais, Vlaminck peint le jour et joue du violon la nuit dans tous les bastringues des bords de Seine pour survivre.

Nous sommes en 1900 et l'on vient de voter une loi limitant à 11 heures la journée de travail pour les femmes et les enfants. La France étend hors de ses frontières sa domination dans les colonies et l'industrialisation





progresse à l'intérieur de l'Hexagone dans les mines du nord, les hauts fourneaux de l'est, les textiles à Lyon, etc. Le capitalisme s'installe durablement, broyant la vie de celles et ceux qui n'ont pas d'autre choix que l'usine.

Vlaminck fréquente régulièrement les militants anarchistes et commence à écrire dans *Le Libertaire*, journal auquel il collaborera pendant 4 ans.

Mais du 15 au 31 mars 1901, il va voir la rétrospective consacrée à Van Gogh à la galerie Bernheim jeune et il en sortira bouleversé. Il écrira plus tard: « Ce jour-là, j'aimais Van Gogh mieux que mon père. »

Le lyrisme à la fois expressif et coloré de Van Gogh est pour Vlaminck la révélation qui va lui permettre toutes les expérimentations coloristes possibles, voie dans laquelle le confortera peu de temps après Henri Matisse qu'il rencontre grâce à Derain.

La peinture de Maurice de Vlaminck est en relation profonde avec la nature. Pour lui, peindre, c'est d'abord rendre cette émotion intime qu'il ressent face à un paysage, d'où l'abondance de ce thème dans son œuvre du début à la fin de sa vie.

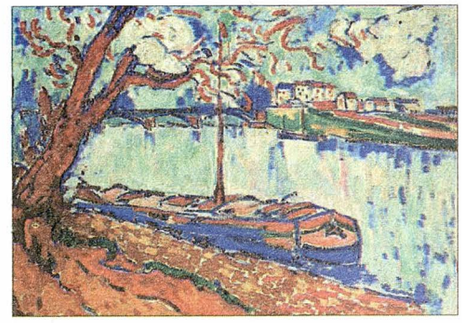
Son style se caractérise par un rythme puissant qui emporte le spectateur dans une transposition flamboyante de la couleur, associée à une gestuelle expressive, la plus rapide de tous les fauves, sacrifiant la précision formelle au lyrisme coloré. Les tableaux de Vlaminck vous jettent de la couleur en pleine figure, peu de temps après que les anarchistes aient jeté des bombes sur les accapareurs de liberté dans la décennie qui précéda 1905. (assassinat de Sadi Carnot en 1891 par Caserio).

Vlaminck nous communique sa révolte, mais aussi sa superbe énergie, cette libération totale par rapport aux couleurs réelles, cette orgie du rouge, du vermillon « cru » du bleu outremer directement sortis du tube, non travaillés, non « cuisinés » ce basculement absolu dans la jouissance de peindre, sans retenue aucune et de façon totalement assumée. C'en était trop pour un président, il préféra ne pas venir…

L'exposition du Luxembourg présente plus de soixante-dix tableaux et céramiques, ainsi que des masques africains auxquels Vlaminck fut l'un des premiers à s'intéresser, œuvrent qui s'échelonnent de 1905 à 1915.

À partir de 1908, Vlaminck se concentre davantage sur des recherches formelles plus élaborées. C'est ce qu'il est convenu d'appeler sa période cézannienne. Le peintre aixois vient de mourir en 1906 et beaucoup d'artistes de la jeune génération vont puiser dans son œuvre les ferments d'une nouvelle peinture, comme Georges Braque qui s'aventurera avec Picasso sur les chemins cubistes. Vlaminck empruntera un moment le même chemin sans aller jusqu'au bout.

L'interruption meurtrière de la guerre 14-18 stoppera bien des élans. Dans les années 1920, Vlaminck se retire à la campagne dans



une propriété qu'il acquiert en Eure-et-Loir. La guerre marque définitivement l'antimilitariste qu'il fut. Il divorce, se remarie et se renferme sur lui-même. Son esprit indépendant s'accommode mal de la dévotion quasi unanime de la critique et des artistes envers Picasso dont la starisation a commencé. Profondément attaché au monde sensible, Vlaminck ne supporte pas la déformation cubiste du réel et condamnera ce style: « Les peintres ont désincarné la peinture. Ils l'ont déshumanisée, tuée. Après quoi, ils ont coffré la morte. Ils l'ont enfermée dans le cercueil cubiste », écrira-t-il.

Son attitude durant la Seconde Guerre mondiale n'arrangera rien puisqu'il participera avec d'autres artistes au voyage en Allemagne organisé en 1941 par les nazis… D'où sa relégation dans une sorte de purgatoire du monde des arts.

Le fauve s'est retiré dans sa tanière, continuant à peindre des paysages beaucoup plus sombres avec de forts contrastes de noirs et de blancs: chemins tortueux et enneigés tracés entre des arbres noirs ployés par le vent, images imprégnées d'angoisse mais toujours aussi fortes…

Il meurt le 11 octobre 1958 dans sa maison de Rueil-la-Gadelière en Eure-et-Loir.

La visite de l'exposition que lui consacre le musée du Luxembourg jusqu'au 20 juillet constitue cependant un vrai moment de bonheur esthétique.

Y. G.

1968 2008 on r'met ça?

Du 1er mai au 11 juin chez votre marchand de journaux, un numéro hors-série du *Monde libertaire* en forme de pavé dans la gueule du pouvoir !

Jeunes pousses libertaires

La Fédération anarchiste s'est récemment implantée dans les départements de la Haute-Vienne, et des Alpes-de-Haute-Provence, dans les régions de Tournon (07) et de Tours (37) et à Corbeil-Evry (91) avec le nouveau groupe Jean-Meckert .

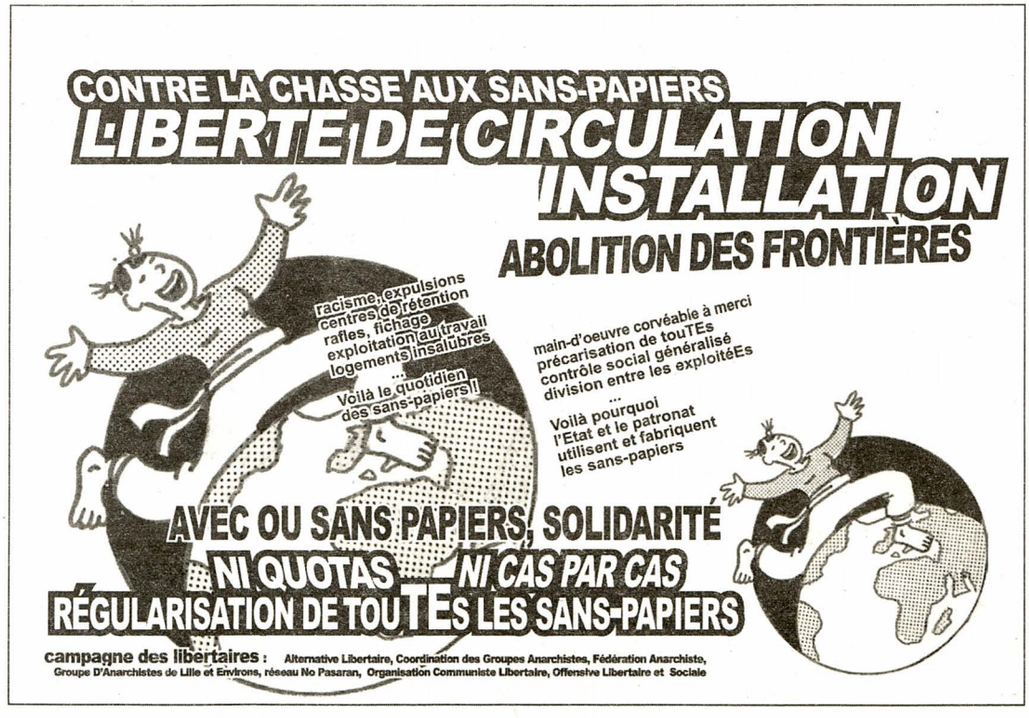
Les personnes intéressées peuvent contacter les Relations intérieures qui transmettront. Par courriel : relations-interieures@federation-anarchiste.org à la librairie du Monde libertaire (RI), 145, rue Amelot - 75011 Paris.

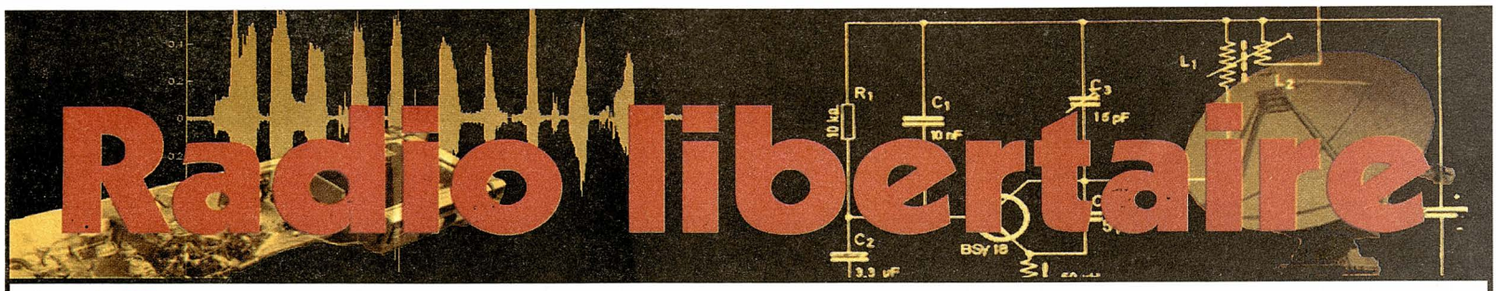
ON PEUT maintenant, outre le courrier, s'abonner « en ligne », avec paiement sécurisé et tout et tout : **www.librairie-publico.com** Vous en profiterez pour commander, du même coup, les nouveauté de la librairie du Monde libertaire, et télécharger les récents catalogues au format .pdf

Pour trouver facilement les points de vente près de chez vous, le site **www.trouverlapresse.com** un outil de notre diffuseur, les NMPP est à votre disposition. Si vous ne disposez pas d'un accès Internet, n'hésitez pas à nous téléphoner : 01 48 05 34 08, entre 14 heures et 19 h 30. Achetez le *Monde libertaire* le plus souvent possible, et dans le même lieu, et n'hésitez pas à insister pour qu'il soit bien visible.

Mobilisons-nous dans toute la France le samedi 5 avril

Les sans-papiers, de par leur non existence légale, sont privés de tous les droits qu'ont tous les autres travailleurs, que ce soit pour l'accès aux soins, au logement, ou la protection face aux exploiteurs esclavagistes.
Malgré la répression et une précarité quotidienne, partout des sans-papiers, hommes et femmes s'organisent et luttent pour avoir le droit de vivre normalement (collectifs, grèves sur les lieux de travail, mouvement dans les écoles, grèves de la faim dans les centres de rétention, etc.).
Les politiques de gauche comme de droite se sont largement réappropriés les discours racistes brandis par Le Pen et les ont mis en pratique. Des charters de Jospin au karcher de Sarkozy, nos gouvernants ont toujours présenté les immigrés qu'ils soient sans-papiers ou non, comme des délinquants, comme la cause du chômage et comme les responsables des désordres.





Jeudi 27 mars

Radio cartable (14 heures) La radio des enfants. Émission réalisée par les élèves des écoles d'Ivry-sur-Seine.

Si vis pacem (18 heures) Éducation à la paix aux États-Unis. Avec Charles Mercieca, président de l'Association internationale des éducateurs pour la paix dans le monde (IAEWP).

Les enfants de Stonewall « Sida bla bla » (19 h 30) Émission d'Act Up - Paris

Vendredi 28 mars

Afr (0) nde. (10 heures) Afr (o) ndes reçoit le maire d'une localité du nord Niger : Issouf Maha, qui a initié le collectif Tchinaghen. Il se bat contre les multinationales minières, Areva en tête. En deuxième partie, interview en anglais de Louis Mhlanga, guitariste zimbwabéen, accompagné d'Éric Van der Western.

Samedi 29 mars 2008

Chronique syndicale (11 h 30) Luttes et actualités sociales.

Chroniques rebelles (13 h 30) *Le cinéma Burlesque, ou la subversion par le geste* d'Emmanuel Dreux (L'Harmattan). Avec Emmanuel Dreux.

Deux sous de scène (15 h 30) Magazine de la chanson vivante, par Nicolas Choquet.

Bulles noires (17 heures) Spéciale Fu Manchu. Le diabolique docteur Fu Manchu est réédité chez Zulma, avec une nouvelle traduction. À l'occasion, Bulles Noires reçoit la traductrice, Anne-Sylvie Homassel.

Longtemps, je me suis couché de bonne heure (19 heures) Francis Gavelle recevra la réalisatrice Marie-Claude Treilhou, pour son documentaire *Couleurs d'orchestre*, sous-titré *une approche de l'orchestre symphonique, avec l'Orchestre de Paris*, produit par Les Films d'Ici (date de sortie : le 19 mars).

Les Nuits libertaires « Orpheas antissa, les jardins d'Orphée » (21 heures) Chroniques artistiques, par Anita.

Nuits off (23 heures) Rock attitude Topologies sonores, rock et chroniques… par Laurent Nicolas.

Dimanche 30 mars 2008

Ni maître, ni dieu (10 heures) Pensée libre, par Jean-Jacques.

Folk à lier (12 heures) Musiques traditionnelles. Présenté par Serge.

Tempête sur les planches (14 heures) Actualité du théâtre Voici, Cœurs de vaches : onze comédiens déguisés en vache, parce que… les vaches sont un miroir de nos corps écroulés dans nos canapés…

Il y a de la fumée dans le poste (18 h 30) Cannabis. La joyeuse équipe du Circ traitera en direct de l'actualité des drogues en général et du cannabis en particulier.

Lundi 31 mars 2008

Lundi matin (11 heures) Infos et revue de presse. L'actualité passée au crible de la pensée libertaire, par Sylvie et Laurent.

Les partageux de la Commune (13 heures) Commune de Paris. L'Histoire revue par Jean-Jacques.

Le Monde merveilleux du travail (19 h 30) Anarcho-syndicalisme. L'actualité des luttes professionnelles.

Mardi 1er avril 2008

Le Parisien libertaire (8 heures) Faut libérer Paris ! L'actualité parisienne, par Davou.

Les amis d'Orwell (16 heures) Souriez, vous êtes filmés ! Invitée : une professeure d'allemand mobilisée contre le site note2be. com, qui notait les professeurs. informatique et libertés. Puis retour sur les Big Brother Awards (BBA), avec la présentation du palmarès de l'édition

Des oreilles avec des trous (dedans) (17 heures) Des fusiques molles pour fous les tous.

Idéaux et débats (18 heures) Lucie, Isabelle, Maurice, Maud, Matilda, Gilles… Deux écrivains invités en direct : Michèle Gazier, pour son roman *Un soupçon d'indigo* (éditions du Seuil) ; François Salvaing, pour *Maud & Matilda* (éditions Fayard).

Paroles d'associations (19 h 30) Sylvie reçoit Thomasi et Mam'zelle Juliette, pour leur scène partagée le jeudi 3 avril à 19 h 30, au Zèbre de Belleville (63, bd de Belleville 11e).

Radio libertaria (20 h 30) Émission de la CNT/AIT. Actualités militantes.

Mercredi 2 avril

Blues en liberté (10 h 30) Émission musicale blues. Blues et prisons, par Thierry Porré.

Sans toit ni loi (12 heures) Émission sur les mal-logés et la précarité.

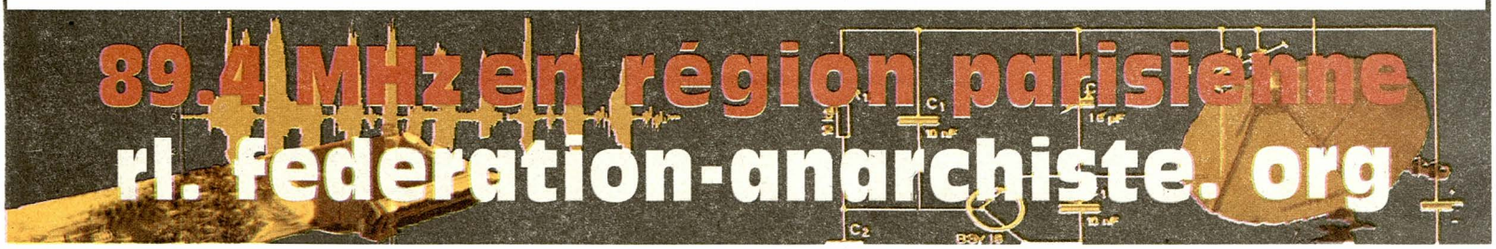
Le manège (14 h 00) Littérature & Cinéma. L'invité littéraire, par Boris Beyssi ; les chroniques ciné de Heike Hurst.

Femmes libres (18 h 30) Femmes qui luttent, femmes qui témoignent. Infos et rendez-vous militants en musique, avec Nadia.

Ras les murs (20 h 30) Actualités des luttes de prisonniers.

Traffic (22 h 30) Traffic à Campus. Les Washington Dead Cats (les artisans du rock anti-gomina, wouab dou wouab).

Free Libertaire (00 h 30) Musiques alternatives. Nico, alias DJ Diplo, incendie les ondes de la nuit.



Jeudi 27 mars

Nice (06)

18 heures. Internet, OGM, téléphone portable, nanotechnologies, iPod, vidéosurveillance,écran plasma, fichage ADN. Toujours plus de produits et de technologies, pour une vie de moins en moins libre, de plus en plus insensée. Comment arrêter cette fuite en avant, qui nous mène tout droit à un désastre social et écologique? Pour y réfléchir ensemble: projection du film *Alerte à Babylone*, de J. Druon (2005, 95 minutes), suivie d'un débat sur l'avenir de la société industrielle, avec deux membres du groupe Oblomoff, à la faculté de Lettres (98).

Samedi 29 mars

Rouen (76)

15 heures : La librairie l'Insoumise reçoit des militants du DAL (Droit au logement) pour nous parler de la loi DALO (Droit opposable au logement), 128, rue Saint-Hilaire.

Rennes (35)

Rendez-vous place de la Gare, 12 heures : manifestation anti-OGM, Grand-Ouest populaire, festive et colorée. 12 heures: pique-nique et restauration sans-OGM. 14 heures: grande manifestation interrégionale animée (fanfares, saltimbanques, brigades des clowns activistes, tracteurs décorés.). 17 heures: animations musicales. Co-voiturage et cars: Bretagne. Sans. ogm.1freebb. com/index. php. La Fédération anarchiste se joint à cet appel.

Paris XIe

16h30. Présentation-débat autour de *la Révolution libertaire, textes choisis de Proudhon, Bakounine et Kropotkine*,avec les auteurs Philippe et Michael Paraire. À la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, métros Filles-du-Calvaire, Oberkampf et République. Entrée libre.

Paris XIIIe

12 heures. Le vœu de l'Union pacifiste est que cette année bissextile voie, grâce à nos efforts communs, la fermeture du Salon de l'armement Eurosatory (prévu du lundi 16 au vendredi 20 juin, au parc des Expositions de Paris-Nord-Villepinte). Afin de coordonner forces ou initiatives, nous vous convions à 12 heures (partage de la graine pour celles et ceux qui le souhaitent), ou à 14 heures (réunion en commun) local des Citoyens du monde, 66, boulevard Vincent-Auriol, 75013 Paris (métro Chevaleret, ligne 6).

Paris XVIIIe

15h30, débat avec Marilyne Fellous, traductrice de l'ouvrage de Mikhaïl Chichkine *la Suisse russe*, promenade littéraire et historique du XVIIIe siècle à nos jours, en compagnie, entre autres, de Bakounine. Bibliothèque la Rue: 10, rue Robert-Planquette Paris 18e. Tél: 01 42 23 32 18. Métros Abbesses ou Blanche.

Lundi 31 mars

Paris XVIe

20h30. Projection du film *Lucio*, de Aitor Arregi et Jose Mari Goenaga, en présence de Lucio Urtubia, Aitor Arregi et Jose Mari Goenaga au cinéma Majestic Passy, 18, rue de Passy. Métro: Passy, Muette.

Mardi 1er avril

Saint-Denis (93)

19 heures. Les prisons: Histoire et description de la prison depuis 1789. Les différents types d'établissements pénitentiaires. Fonctionnement actuel de la prison. Son utilité pour l'État et le système capitaliste. Présentation de Jacques Lesage de La Haye. Soirée organisée par la Dionyversité, université populaire de Saint-Denis. Bourse du Travail de Saint-Denis. Site: http://upop-stdenis.1901.org/

Jeudi 3 avril

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures, le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste reçoit Aïssa Lacheb-Boukachache autour de*Plaidoyer pour les justes*, écrit en prison, *le Roman du souterrain*, *l'Éclatement*, et *Mon cahier d'Henry Crotter*. À la Bibliothèque Sociale, 8, rue de Fouquerolles. Renseignements: 03 23 80 17 09

Saint-Denis (93)

19 heures. La désobéissance civile: choisir la désobéissance civile. Définitions, pertinence, petite histoire, introduction aux techniques (atelier sur limites entre violence et non-violence). Présentation de Xavier Renou. Soirée organisée par la Dionyversité, université populaire de Saint-Denis. Bourse du Travail de Saint-Denis. Site: http://upop-stdenis.1901.org//

Samedi 5 avril

Dans toute la France

Journée de mobilisation « Contre la chasse aux sans-papiers, pour la liberté de circulation et d'installation », à l'appel de toutes les organisations libertaires, dont la Fédération anarchiste.

Paris XIe

16 heures : « Traverses vives, un projet d'éducation libertaire et transculturelle » par Lionel Cayet, présentation du CD-Rom « Vivre l'autre », pour une pédagogie de l'hospitalité, projection d'un diaporama: « Ils étaient étrangers ». À la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011, Paris, M° République, Filles-du-Calvaire, Oberkampf.

Samedi 12 avril

Paris XIe

À partir de 16 h 30: forum à la librairie du Monde libertaire autour du numéro de la revue *Brèves* consacré aux « retourneurs d'idée ».

38
Papa Laurent
RADIO
LIBERTAIRE
En direct de BOURGES
VENDREDI 18 AVRIL 2008
ça Boost
20 H
federation-anarchiste.org
Café Bazar
Chez Mr Dubois
Vous êtes ICI
night
5 rue Calvin 18000 Bourges 02 48 65 00 72
89.4
leo38hotel.free.fr
en région parisienne
RL
rl.federation-anarchiste.org
sur le web